

EL JARIDA

NUMERO 7
20 SEPTEMBRE 1969

ORGANE DU PARTI DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

spécial
PRS

L'INFORMATION EN ALGERIE DEUX POIDS DEUX MESURES



Chaque jour amène le pouvoir anti-populaire d'Alger à se démasquer davantage, à montrer son vrai visage.

Aussi lui importe-t-il de cacher soigneusement la vérité aux masses populaires par une politique bien adaptée dans le domaine de l'information.

Pour voir jusqu'où va son mépris du peuple, il n'est qu'à feuilleter « EL MOU-DJAHID » (ou un de ses frères). Son niveau bas est très significatif.

C'est toujours la même rengaine enveloppée d'un tissu de mensonges. Les informations se résument à reproduire les discours d'un « frère » ou à décrire le déplacement (dans « la liesse populaire ») de tel autre « frère ».

A cet effet ces quotidiens s'assurent la collaboration de plumeurs en mal d'écrire qui pour quelques miettes se sont soudain trouvés des talents dans la défense du régime. Les Algériens qui lisent de moins en moins cette presse l'on bien compris et si les lundis matin la vente des exemplaires atteint un niveau supérieur cela est dû aux pages sportives !

L'inexistence d'une presse libre est compensée par la diffusion de rumeurs. Cette forme d'information est utilisée aujourd'hui par le pouvoir dans le but d'infiltrer les esprits.

Ainsi la « presse nationale » étant depuis longtemps aux ordres du régime, il importe à ce dernier de contrôler les journaux étrangers sur lesquels se rabattent les Algériens avides de s'informer.

A leur égard la politique est double :

— D'une part pour faire une publicité tapageuse autour de ses « expériences », il achète à prix d'or les services de certains journalistes « complaisants » ainsi que des pages entières de quotidiens et de revues tels que le « Nouvel Observateur » ou autres publications spécialisées (coût de la page entre 2 et 3 millions d'anciens francs).

— D'autre part, lorsqu'un des journaux sus-cités a le « malheur » de dire la vérité il est retiré automatiquement de la circulation pendant une période indéterminée, parce que considéré comme étant un danger public.

Avec toutes ces saisies et ces interdictions seule la presse abrutissante (presse du cœur, etc...) est en vente libre. Les autres journaux ne peuvent pénétrer qu'à condition de contenir des articles élogieux ou de ne rien contenir qui puisse ouvrir les yeux aux Algériens.

Ainsi l'Algérie est du nombre des pays où la presse est asservie, où les « journalistes » se prostituent, où l'on a recours aux articles de complaisance pour s'enjoliver, mais aussi et surtout l'Algérie est du nombre des pays où la vérité est dangereuse.

Les 2 coupures si-dessous sont bien significatives !

« LE MONDE » N'EST PLUS DISTRIBUÉ EN ALGERIE depuis trois semaines

« Le Monde » n'est plus distribué en Algérie depuis plus de trois semaines (le dernier numéro mis en vente était daté du 22 juillet). Il s'agit d'une situation de fait : aucune décision officielle de saisie ou d'interdiction n'a été prise par les autorités d'Alger. Le ministère de l'information a simplement donné des instructions pour que notre journal ne soit plus mis en vente jusqu'à nouvel ordre.

Cette mesure n'a donné lieu à aucune explication. Elle semble cependant avoir pour raison, entre autres, la publication de déclarations de plusieurs opposants algériens en exil au lendemain du procès qui s'est déroulé en juillet devant la cour révolutionnaire d'Oran.

Au cours des mois passés, « le Monde » avait été « retenu » à de nombreuses reprises, mais c'est la première fois qu'intervient une suspension apparemment illimitée, dont nos nombreux lecteurs algériens et les coopérants français sont les premières victimes.

En suivant ainsi le fâcheux exemple de l'Espagne — pour ne citer que celui-ci, — le gouvernement algérien ne peut croire qu'il facilite, en quoi que ce soit la solution des nombreux problèmes auxquels il lui faut faire face. Il montre, en revanche, le peu de cas qu'il fait, lui aussi, de la démocratie et du droit fondamental qu'a le citoyen d'être librement informé. On peut douter qu'une telle décision soit de nature à beaucoup renforcer son crédit international.

LE MONDE

23 juillet 1969 — Page 9

15 août 1969 — Page 3



FACE AUX PROVOCATIONS SIONISTES LES GOUVERNEMENTS ARABES AU PIED DU MUR

Depuis l'agression impérial-sioniste de Juin 1967, il semble bien que la situation ne s'est guère améliorée pour les Etats Arabes. Bien au contraire on assiste à une détérioration rapide du fait de l'attitude de plus en plus belliqueuse de l'agresseur sioniste alors que du côté des Etats Arabes il n'y a aucune riposte en dehors des traditionnelles déclarations vengeresses et des éternelles condamnations du Conseil de Sécurité.

Heureusement, malgré leurs nombreuses difficultés, les mouvements de résistance Palestinienne s'engagent de plus en plus fermement dans la lutte armée.

Ces dernières semaines ont été fertiles en incidents frontaliers, raids Israéliens de représailles, bombardement de villages Arabes, mais, celui qui a soulevé la plus vive émotion : c'est l'incendie de la mosquée EL AQSA — suivi ces jours derniers par un raid de plus de dix heures sur le territoire Egyptien.

Cette escalade des Israéliens a pour but de contraindre les Etats Arabes à une position défensive et de les amener à entraver la liberté d'action des commandos Palestiniens (ce qui semble acquis dans la plupart des pays Arabes et notamment au LIBAN). Ce qui inquiète le plus l'Etat fantoche d'Israël c'est surtout le développement de la résistance des Palestiniens eux-mêmes qui comptent de plus en plus sur leurs propres forces.

Une vérité se dégage de plus en plus ; c'est que la situation ne pourra se transformer sans l'intervention des masses Arabes elles-mêmes ! ..

Après l'incendie de la Mosquée de Jérusalem nous avons vu se déclencher dans tous les pays Arabes une agitation

telle, qu'il semblait bien que les dirigeants ne pouvaient plus reculer : ils devaient faire quelque chose. Cent millions d'Arabes suivaient avec attention discours et déclarations. Eh bien ! la montagne a accouché d'une souris : un « sommet musulman » sera bientôt réuni. On se demande encore comment de telles préparations démagogiques peuvent être montées et s'il existe des gens qui peuvent y croire.

Pour ce qui est du mouvement EL-FATAH, il est heureux qu'il ait pris position sur l'inutilité de telles confrontations. Yasser ARAFAT a bien déclaré : « Nos terres ont été spoliées, nos maisons sont occupées, il ne nous reste que la lutte. Par conséquent nous ne comptons sur aucune conférence, ni mondiale, ni arabe, ni sur un « Sommet Islamique ».

Il est curieux cependant de constater que les Etats Arabes continuent à renforcer leurs armées et à acheter des armements. A quoi servent ces armées ? Force nous est de constater que le seul domaine dans lequel elles brillent, c'est celui des coups d'Etat. L'armée dans nos pays, joue un rôle d'instrument de prise de pouvoir au profit de groupes ou de clans (liés à l'impérialisme) ; l'accession au pouvoir étant elle-même le moyen le plus sûr pour s'enrichir plus rapidement !

.. Il est certain que la libération des pays Arabes passe d'abord par la liberté de s'organiser (chose qui n'existe dans aucun pays Arabe). C'est en ce sens que la résistance Palestinienne leur pose des problèmes car l'exemple de son autonomie peut être contagieux !

12,5% en moins pour les familles des émigrés

De nombreux travailleurs émigrés sont rentrés au pays cet été pour leurs congés. A la joie de retrouver leurs familles dont ils sont séparés par les longs mois d'exil, est vite venue se mêler la colère de voir dans quelle situation tragique se débat notre pays.

Ceux qui, en rentrant, espéraient trouver du travail — se fiant à la propagande de « l'amicale des Algériens en France » selon laquelle « seuls les fainéants ne travaillent pas en Algérie » — ont du vite déchanter : jamais il n'y a eu autant de chômeurs en Algérie, jamais il n'y a eu autant de jeunes qui ne pensent qu'à partir !

La situation générale s'est bien dégradée : en plus des éternelles injustices (beni Amiss), de la répression et des inégalités flagrantes (les nouveaux riches s'exhibent avec arrogance) aux

quelles ils commencent à s'habituer, cette année ce qui était le plus frappant c'est la prolifération de la prostitution et le développement de l'alcoolisme !

Mais, qu'elle a été leur surprise (désagréable) à leur retour en France, de constater qu'à la suite de la dévaluation du franc français et de la décision du gouvernement Algérien de maintenir le dinar à sa cotation primitive, désormais les mandats qu'ils enverront au pays seront amputés de 12,5 % (pour un mandat de 100 F F. la famille recevra seulement 87,5 Dinar s Algériens). Le pouvoir d'achat des familles baissera d'autant, mais où passera la différence ? dans les poches des bourgeois d'Etat et compradore Algériennes !

Cet exemple montre bien le cynisme de « nos » dirigeants qui ne reculent devant rien pour écraser le peuple !

Lisez et Diffusez

EL JARIDA

Organe d'expression au service des travailleurs

SEPT ans après sa création, le Parti de la Révolution Sociale fait le point sur ses activités afin de tirer les leçons de ses expériences — heureuses ou malheureuses — de corriger ses erreurs, de renforcer ses côtés positifs et, en fin de compte, de poursuivre la lutte sur des bases plus solides.

Sept ans durant, il n'a cessé de dévoiler la nature réelle

de la politique du pouvoir. Rejetant les combines de sommet et les luttes stériles au sein des appareils, il a placé son action dans le sens de la prise de conscience des masses populaires auprès desquelles il a dévoilé la vérité sur la situation de notre pays.

Suite page 4

السلطنة بالجزائر الغير متأثرة بالام الجماهير الشعبية تستمر في سياستها للنهب والتبذير والقمع

نرى من جهة اخرى العداء يتقوى ازاءها : استثناء بعجال الاوراس والقبائل ، حوادث عند زيارة بومدين لعنابة في 19 جوان ، رفض دفع الضرائب ، تشكيل عصابات مقاومة ، فقدان الامن الى غير ذلك . ازاء غصب الاحياء ، فان القادة ي Ethan عن مساندة الامميات : تلقيب الامير عبد القادر لغاية نبيلة أول المجاهدين والنافذ في ثورة أول نوفمبر لهو مبرر سهل الاستشهاد به . أما النافذون

الأصليون في ثورة أول نوفمبر كالشهداء ، ابن مهيدى وبن بولعيد وديدوش وغيرهم فقد أطلق اسمهم على بعض الشوارع لأنهم وافقون من كونهم لن يعارضوا أما الاحياء ، فهم مرغمون على الهجرة خصوصا اذا كانت مبادئ أول نوفمبر في نظرهم رفض كل ما يعارض مصلحة الطبقات الشعبية .

وإذا كان التهويش لا يكفي فان بومدين ، أسوة بابن بيلا ، يستعمل الديماغوجية لحد القول في معسكر بأنه عازم على احداث « مجتمع اشتراكي » لا مجال فيه لاستغلال الانسان لأخيه الانسان . وفي كل يوم يأتي شاهد اضافي بأن النظام الحالى سلم الجزائر وشعبها وثرواتها الى الاستثمار .

ان المجتمع الاشتراكي لا يمكن ان يكون نتيجة حركة سخاء صادرة عن السلطة ولا يمكن ان تتأسس بفضل الجميع اغنياء وفقراء بين المستثمرين وضحايا الاستثمار . لا يمكن لذلك المجتمع ان يتكون الا بنضال ضحايا الاستثمار والاضطهاد ، عملا وفلاحين وفقراء البورجوازيين الصغار ضد من يفتک الرغيف من أفواههم في الوقت الحاضر .

ان عصرنا هاما من عناصر هذا النضال - نضال الطبقات - هو شعور الطبقات الشغفية بثقلها وانضوائها تحت راية حزب منشق عنها ينعد عن مصالحها : حزب عمال او حزب طائفي للعمال . وهذا الحزب غير موجود ولذا يجب انشاؤه . وهذه مأمورية كل الثوريين الجزائريين المخلصين حينما كانوا ، منظمين او غير منظمين .

ذلك هو هدف حزب الثورة الاشتراكية ونحن نبذل قصارى الجهد لتحقيقه .

الموجهة ليس لفائدة احداث اكبر عدد من الوظائف بل لتوفير ارباح اكبر فاكبر للطبقات المسيرة واسياحهم الامبراليين .

هذا الوضع لا يخفى على بصائر كل الجزائريين ويتلون في اجسادهم منه . يمكن للسلطة ان تبيض ما شاء لها التبييض واجهات مباني العاصمة واقصاء الشحاذين والعاطلين عنها ولكنها لا تستطيع اخفاء المؤس من مدن القصدير والتعاسة الفظيعة من البوادي .

و كذلك فان الوحدة في صفوف القادة وحدة صورية لا تغطي تشققات النظام . فالوزراء يستقيلون بالتناوب والمسؤول الاوحد عن العزب الوحيد مغضوب عليه (وهذا ما يجعل البعض يعلن عن فرحة النصر أمام تقدم الصبغة « التقدمية » !) وكل قطاع - شركات قومية ، وزارات ،

جيش ، شرطة ، ادارة - يشكل وحدة مستقلة تربط علائقها مباشرة مع سلطة الرعاية الامبرالية التابعة لها فتؤلف اطاراتها الخاصة ، وتقرر بنفسها سياستها . فالدولة الجزائرية ما هي في الحقيقة سوى فسيفساء من الدول . وتصفية الحسابات والدعاوي العدلية اخذه سيرها . والجو السياسي متقل بالشائعات والمنازعات والانقلابات وغير ذلك .

غير ان القادة الحاليين متذمرون على الاقل على شيء واحد : تصفية استقلال الجزائر . والقوميون والوطنيون مبعدون بلا هواة وفي حالة الضرورة محكوم عليهم بالاعدام . لقد اطربوا من الادارات نظرا لغزو التكنين . أما قدماء المجاهدين فقد أقصوا من الجيش وعرضوهم لمحاولات الارتشاء : رخص سيادة سيارات الاجرة والمتاجر ومساهمات في التعاضديات الى غير ذلك بنية اتقاء شوكتهم .

وفي الحقل الاقتصادي فإن الاستقلال قد فسخ بواسطة اتفاقيات تزداد وثوقا مع الامبرالية وخصوصا مع الولايات المتحدة وهذا ما يشكل رهنا على مستقبل الجزائر . ولنا أسوة حسنة في شعوب أمريكا اللاتينية - التي تتخبط منذ عشرات السنين بين مخالب الامريكان والاغارة الباشرة ضد الفيتنام - كل ذلك يزيل الاوهام حول طبيعة العلاقات مع الامريكان .

ولكن اذا رأينا السلطة تكون من جهة صداقات اكبر فأكثر مع الامبراليين فاننا

وفي كل يوم يتضخم عدد المقربين الكبير بمن هم في سن تدرج نحو الصفرة أكثر فأكثر . هذه هي الصورة الخطيرة للنهب لأنها تفقد بلادنا من قواها الحية التي بامكانها وحدها التشديد .

وفي كل يوم يمول الرأسماليون مشاريع البلاد للحصول على فوائد تتضخم أكثر فأكثر وتقتلع بفضل عرق شغافينا . والتبديد في مداخل الجزائر لا يفي

في تفطية حاجيات الجزائريين بل تستعمل لصالح أقلية من المحظوظين وحدهم وهؤلاء ينفقونها في المهرجانات ونفقات السمعة والدعاية واستهلاك منتوجات الاناقة ، والرحلات والمؤتمرات بالخارج وشرا

الاسلحة لدوس الشعب بالارجل الخ .

ان بورجوازينا الذين يتشددون دائمًا بالعاديات والتفسف عندما يختلس الامر بالصلحة العامة يصبحون طفرا واحدة أسيخاء جدا عندما يتعلق الامر بمصاريفهم الخاصة ويدهش بهم الامر لحد الانفاق على اشرطة سينمائية وعدة مظاهرات « ثقافية »

من أجل حسن الدعاية بالخارج وأصبحت الجزائر جنة المحتالين والنصابين وخصوصا في حقل السياحة . اما تجار اللذة فان صفاتهم ذهبية ، والدعارة والفسق - والمسيرون يعطون المثل - قد

فقدان مؤهلات التكوين والوظائف .

والفتائج الحاصلة عن هذا الوضع بالنسبة للجماعات الشعبية :

الجهل واصلت بقاءه متعمدة سياسة تربوية لفائدة اطفال الطبقات المحظوظة خاصة ، وهذا سعيا وراء استمرار سيطرة

هؤلاء على الشعب الجزائري الذي تركوه

نهب الغرافات والطريقين .

الفقر الذي اشتتد وطأته بتهور

مستوى المعيشة وتكافف السكان . الماجاعة

تهدد بواطنينا بعد تدهور حالة الاراضي

الزراعية (المهمة لفقدان الامكانيات)

وتختلف في التقنية الفلاحية (بسبب سيطرة

الماكين العقاريين والاقطاعيات المحايدة

المعارضة للإصلاح الزراعي) لا يسمح كل

ذلك بالحصاد بكمية كافية . وفي نفس

الوقت فان اجود الاراضي الجزائرية لا تنتفع

الا لفائدة التصدير لفائدة الكبرى المنجزة

لبورجوازيي الدولة وارباب الصنفقات .

البطالة هي نتيجة سياسة التصنيع

بعد مرور سبع سنوات من انشاء حزب الثورة الاشتراكية يتولى هذا الحزب توضيح نشاطاته لاستنتاج الدروس الحاصلة من تجربة الرابعة او الخامسة ولتصويب أخطائه وتقوية جوانبه الايجابية وفي النهاية مواصلة النضال على قواعد اقوى وأمن .

وطيلة سبع سنوات لم يأت الحزب جهدا في كشف الطبيعة الحقيقة لسياسة رجال السلطة . لقد تولى حزبنا عمله في سبيل الطبقات الشعبية لتشعر بالوعي وذلك لتوضيح حقيقة الوضع ببلادنا ورجال السلطة يخشون هذه الحقيقة محاولين ما استطاعوا لذلك سبلا خنثها وذلك بالسيطرة الاستعبادية على وسائل الاعلام وبالتالي وبالخصوص بتعقب كل محاولة للاعتراض مما ضعف شأنها وهكذا تم القاء القبض في الاشهر الاخيرة على عشرات الاشخاص ، واستعمل العنف من أجل حسن الدعاية بالخارج وأصبحت مع أغبهم - ومن بينهم كثير من المواطنين البسطاء ذبنهم الوحيد مطالعة « الجريدة » وأفكار خاصة بهم .

وإذا كانت هذه الاجراءات قد سلطت بصفة أساسية ضد حزب الثورة الاشتراكية فالأمر لا يخلو من مبررات . ففي الموقف الذي تحاول فيه السلطة تنفي كل الناس حول تسييد البلاد ، وفي الوقت الذي تحاول فيه ادمغة بعض المعارضين العثور على صور ايجابية في هذا التشديد يتولى فيه حزب الثورة الاشتراكية بشجاعة وبصيرة بحث السياسة الاقتصادية لهذا النظام مبرهنا أنها تضحي بالصالح الشرعي للجماهير لفائدة أقلية من المحظوظين عملا الامبراليين .

غير ان القمع لا يمكنه تغيير الحقيقة ان بلادنا خاضعة أكثر فأكثر للنهب وتسييد الثورة . والنهب يحدث يوميا ، فتبرم عدة اتفاقيات مع الشركات الاحتكارية الامبرالية لوصول المواد الاولية والمنتوجات مولدة الطاقة باسعار زهيدة . فلو استخدمت تلك المواد والمنتوجات عندنا لكان دعامة تنمية وطننا اقتصاديا . وفي كل يوم يزداد عدد البطالين بينما تدهور امكانيات العمال بسبب انحطاط مستوى معيشتهم .

CETTE vérité, le pouvoir en a peur et il tente par tous les moyens de l'étouffer, d'abord en domestiquant les moyens d'information et, ensuite et surtout, en réprimant toute tentative de contestation si minime soit-elle. C'est ainsi que ces derniers mois, des dizaines de personnes ont été arrêtées et, pour la plupart brutalisées ; parmi elles, beaucoup de simples citoyens dont le seul crime était de lire « EL JARIDA » ou d'avoir des opinions par trop personnelles.

Si ces mesures étaient essentiellement dirigées contre le P.R.S. ce n'est pas sans raison.

Au moment où le pouvoir tente de mystifier tout le monde au sujet de l'édification du pays ; au moment où même des « opposants » s'ingénient à trouver des aspects positifs dans cette « édification », le P.R.S. avec courage et lucidité a analysé la politique économique du régime et montré qu'elle sacrifiait les intérêts légitimes des masses au profit d'une minorité de privilégiés à la solde des impérialistes.

Mais la répression ne peut changer la réalité : notre pays est soumis, de plus en plus, au pillage et au gaspillage de ses richesses.

TÉ pillage : chaque jour, de nouveaux accords sont signés avec les trusts impérialistes pour exporter à des prix dérisoires, des matières premières et des produits énergétiques qui, pourtant — s'ils étaient utilisés chez nous — pourraient être à la base du développement économique de notre pays.

— Chaque jour, le nombre des chômeurs augmente en même temps que se dégradent les capacités des travailleurs au niveau de vie très bas. Chaque jour, de nouveaux membres — de plus en plus jeunes — viennent grossir le nombre déjà énorme des émigrés. C'est là la forme de pillage la plus grave car elle prive notre pays des forces vives qui sont seules, capables de le construire.

— Chaque jour, les capitalistes investissent dans notre pays pour en retirer des profits de plus en plus importants arrachés à la sueur de nos travailleurs.

TÉ gaspillage : les revenus de l'Algérie ne servent pas à répondre aux besoins des Algériens, mais sont utilisés au seul profit d'une minorité de privilégiés qui les dilapident en festivals, dépenses de prestige, consommation de produits de luxe, voyages et missions à l'étranger, achat d'armements pour écraser le peuple etc. Nos bourgeois qui parlent si souvent de rentabilité et d'austérité quand il s'agit de l'intérêt général, deviennent soudain très généreux quand il s'agit de leurs propres dépenses, allant jusqu'à financer des films et autres manifestations « culturelles » pour faire bon effet à l'extérieur. L'Algérie devient le paradis des escrocs et des racketteurs — notamment dans le domaine du tourisme —. Les marchands de vices font des affaires d'or, la prostitution se développe et la débauche — dont les dirigeants donnent l'exemple — gagne notre jeunesse désœuvrée par le manque de formation et d'emplois.

Les conséquences de cette situation sont, pour les masses populaires :

- **l'ignorance** consciemment entretenue par une politique d'éducation au seul profit des enfants des classes privilégiées et, ceci pour perpétuer la domination de ces dernières sur le peuple algérien livré aux superstitions et aux marabouts ;

- **la misère** accentuée par la baisse du niveau de vie et l'augmentation de la population. La famine guette nos campagnes où la dégradation de la terre (mal entretenue faute de moyens) et l'arriération des techniques de culture (résultats de la domination des propriétaires fonciers et des féodalités locales opposées à la réforme agraire) ne permettent plus de récoltes en quantité suffisante. Dans le même temps, les meilleures terres de l'Algérie produisent presque exclusivement pour l'exportation au grand bénéfice des bourgeois de l'Etat et des affairistes ;

- **le chômage**, résultat d'une politique d'industrialisation orientée, non pas vers la création du maximum d'emplois mais

vers la réalisation de profits de plus en plus grands pour les classes dirigeantes et leurs maîtres impérialistes.

Cette situation, tous les algériens la constatent et en souffrent dans leur chair. Le pouvoir peut râver à sa guise les façades de la capitale et en écarter les mendiants et les chômeurs, il ne pourra pas cacher la misère des bidonvilles et le dénuement encore plus grand des campagnes.

DE même, l'unité de façade des dirigeants ne peut cacher les fissures du régime. Les ministres démissionnent à tour de rôle, le responsable unique du parti unique est mis en disgrâce (ce qui peut pousser certains à crier victoire devant la progression de l'aspect « progressiste » !). Chaque secteur — sociétés nationales, ministères, armée, police, administration — se constituent en clan autonome établissant des relations directement avec son impérialisme de tutelle, formant ses propres cadres, déterminant seul sa politique : l'Etat algérien est, en réalité, une mosaïque d'Etats. Les règlements de comptes et les procès vont bon train. L'atmosphère politique est lourde de rumeurs, d'affrontements, de coups d'Etat etc...

Cependant, tous les actuels dirigeants sont au moins d'accord sur un point : la liquidation de l'indépendance de l'Algérie. Les nationalistes, les patriotes sont systématiquement éliminés et, au besoin, condamnés à mort. Chassés de l'administration par l'afflux des technocrates, les anciens moudjahidines sont en outre éloignés de l'armée et soumis à des tentatives de corruption : octroi de licences de taxis, de fonds de commerce, de parts dans des coopératives, etc... en vue de les neutraliser.

Sur le plan économique, l'indépendance est effacée par des accords de plus en plus étroits avec l'impérialisme et, en particulier, avec les U.S.A. ce qui représente une lourde hypothèque sur l'avenir de l'Algérie. Car l'exemple de l'Amérique latine — qui se débat depuis des dizaines d'années entre les griffes yankees —, l'agression perpétrée contre le Viet Nam sont là pour chasser les illusions sur la nature des relations avec les américains.

MAIS si d'un côté le pouvoir se fait de plus en plus d'amis parmi les impérialistes, il voit, d'un autre côté, l'hostilité grandir à son encontre : mécontentement dans les Aurès et en Kabylie. Incident lors de la visite de Boumedienne à Annaba le 19 juin, refus de payer les impôts, constitution de maquis, insécurité etc.

Devant cette désaffection des vivants, les dirigeants font appel au soutien des morts : Abdelkader, qualifié pour la bonne cause de premier moudjahid et de promoteur du 1^{er} novembre est commode à invoquer. Quant aux véritables promoteurs du 1^{er} novembre, les morts, Ben Mehidi, Ben Boulaïd, Didouche... ils ont eu leur rue car on est sûr qu'ils ne peuvent plus contester. Quant aux survivants, ils sont contraints à l'exil, surtout si pour eux l'esprit du 1^{er} novembre signifie, toujours, refus de ce qui va à l'encontre de l'intérêt des masses populaires.

QUAND la mystification ne suffit plus, Boumedienne, comme naguère Ben Bella, use de la démagogie allant jusqu'à déclarer à Mascara son intention de faire « une société socialiste... d'où sera bannie l'exploitation de l'homme par l'homme ». Chaque jour apporte pourtant une preuve supplémentaire que le régime livre l'Algérie, son peuple et ses richesses à l'exploitation.

La société socialiste ne peut pas être le résultat d'un acte généreux du pouvoir, pas plus qu'elle ne peut être construite par **tous**, riches et pauvres, exploiteurs et exploités. Elle ne pourra exister que par la lutte des exploités, des opprimés — ouvriers et paysans, petits bourgeois pauvres — contre ceux qui leur enlèvent, aujourd'hui, le pain de la bouche.

Un facteur important dans cette lutte — lutte des classes — est la prise de conscience des masses populaires et leur organisation sous l'égide d'un parti qui soit issu d'elles-mêmes et qui défende leurs intérêts : le parti ouvrier ou parti d'avant-garde des travailleurs. Ce parti n'existe pas, il faut donc le construire. C'est la tâche de tous les révolutionnaires algériens sincères, où qu'ils se trouvent et qu'ils soient organisés ou non. C'est la tâche que s'est donné le P.R.S. et à la réalisation de laquelle il œuvre de toutes ses forces.

Les dessous du festival panafricain de la culture

Devant la colère grandissante des masses populaires, durement touchées par la dégradation constante de leurs conditions de vie, le pouvoir de Boumediène brandit d'un côté l'arme de la répression (notamment contre notre Parti « coupable » de dévoiler le contenu réel de sa politique) et de l'autre, essaie de détourner leur attention par des manœuvres de diversions (coûteuses) : fêtes, football, festivals de folklore ou de musique.

La dernière en date de ces opérations de diversion a été le « 1^{er} Festival africain de la culture ».

A cette occasion se sont retrouvés tous les défenseurs patentés du néo-colonialisme, tous les intellectuels aux ordres des bourgeois locaux et tous les charlatans de la culture, travestis à bon compte en révolutionnaires.

Cependant, nous ne voulons pas généraliser, il est possible que des révolutionnaires authentiques se soient trouvés là, soit parce qu'ils avaient été eux-mêmes mystifiés, soit parce qu'ils pensaient qu'ils pouvaient y mener une bataille, mais, nous sommes certains que ce qu'ils ont vu à Alger, les a certainement convaincu de la nécessité pour le mouvement révolutionnaire international de dégonfler certains mythes.

Ces mascarades ne trompent plus personne et le festival d'Alger, encore moins, que tout autre. Nous pouvons en juger par la relation ci-dessous que nous devons à un participant à ce festival !

L'Algérie « indépendante et souveraine » a rassemblé les délégations culturelles de presque tous les pays africains en un festival qui a duré dix jours, dans la capitale.

Cette opération onéreuse (coût : plus de 40 millions de DA) devait permettre la rencontre des délégations et des représentants officiels des différents pays du continent africain et laissait présager des échanges fructueux et directs entre les artistes de ces pays.

Mais, où est le rêve, où est la réalité ? Et, tout d'abord, qu'en est-il de cette culture qui était l'objet du festival ?

Boumediène, rencontrant les intellectuels et artistes présents, leur a demandé de ne s'occuper que de « faire de la culture sans se poser des problèmes d'argent » ; « car, dit-il, de l'argent, il y en a ». L'Algérie est riche. L'Algérie des dirigeants, sans doute ou, plus exactement, les dirigeants eux-mêmes ! Donc les intellectuels ne doivent s'occuper

que de culture. Mais alors, que peut vouloir dire cette culture « en soi », indépendante du contexte économico-social ? Serait-ce le seul souci des intellectuels et des artistes que d'être payés grassement à la fin du mois ? (pourquoi pas, quand les autres ne se privent pas ?). Car la culture n'est et ne peut être qu'à l'image du régime en place : elle en est une expression authentique.

Mon intention n'est pas de faire, ici, la critique de quelques réalisations algériennes présentées (bien qu'elles soient riches d'enseignements). Il faut dire, toutefois, que tous les films et pièces de théâtre sont du style « ancien combattant », creusant au filon, pas encore tari et très commercialisable de la guerre de libération mais, bien sûr, avec toute la myopie de l'irréalisme des anciens « planqués ». Aucune œuvre vue ne parle des conditions de vie difficiles des masses, ne met en scène leurs problèmes de tous les jours, ne présente une

vision réelle du pays. La censure est, de toutes façons, sévère, quand il s'agit de parler de faits actuels.

Pour le reste, l'Etat est généreux : les subventions pour le T.N.A. (Théâtre National Algérien) sont de 8 millions de DA par an (c'est-à-dire plus que ne reçoivent les plus grands théâtres français réunis). Le cinéma algérien possède un budget colossal et il a commandé, en quantité, du matériel : ce que l'on trouve de plus moderne, bien sûr ! Mais tout cela ne sert qu'à un petit groupe par ses divertissements et essais dans le gaspillage et la routine. Ainsi, pour un régime de combines, il y a une culture de combines.

Mais le festival lui-même ? Et bien, malgré les plaintes et gémissements de fatigue des organisateurs — car ce qui était prévu depuis longtemps semblait soudain improvisé —, le spectacle était parfait. Ce fut plus que les sept jours et les sept nuits des fêtes sultanesques. Ce fut les dix jours et les dix nuits de nos bourgeois et de leurs invités.

Mais, pour cela, il a fallu écarter les trouble-fêtes et mettre le peuple au pas car, au stade des Anassers, il fallait d'abord recevoir son coup de matraque culturel avant d'assister au spectacle que l'on voyait, d'ailleurs de derrière, puisqu'il était tourné vers la tribune officielle.

Quant aux échanges de points de vue qui auraient pu être fructueux, entre la population algérienne et les invités africains, la propagande sournoise et raciste de la bourgeoisie les a stoppés net : on a lancé les bruits les plus divers pour écarter les gêneurs, on a fait craindre des dangers

d'épidémie. La vaccination anti-variolique n'était-elle pas « discrètement » conseillée par voie d'affiches dans les lieux publics avec la liste des dispensaires bien en évidence ? Par ailleurs, la « difficulté du logement » faisait créer des ghettos fleuris mais assez éloignés les uns des autres pour éviter les rencontres imprévues. La « blonde » bourgeoisie algéroise était incommodée par « une odeur particulière »... et les fines plaisanteries allaient bon train.

Mais qu'a vu le peuple ? Du folklore et autres fantasias. Le baroud était à l'honneur et les armuriers de la ville s'enrichissaient à vue d'œil.

La culture est aussi policière. Devant chaque cinéma, chaque théâtre (refait à neuf pour permettre aux responsables des réfactions de toucher leurs « primes » habituelles). Sur chaque aire de jeu, un dispositif policier accru était mis en place pour étouffer toute contestation d'un public qui se voyait écarté des festivités : les places n'étaient pas trop coûteuses, mais il n'y en avaient que pour ceux qui entraient gratuitement. De loin, le peuple a pu contempler le feu d'artifice de clôture et ce n'était que le plus apprécier des artifices. Car, si l'Algérie pouvait paraître généreuse, agréable à vivre, presque florissante, c'est qu'on avait pris la précaution de « débarrasser » la capitale des chômeurs et des mendiants qui auraient pu faire mauvais effet. Trois jours avant l'ouverture, immense rafle à Alger pour « dresser » les jeunes et sauvegarder la « moralité publique » ! Mais à force de camoufler ses tares, le régime lui-même apparaît comme un immense camouflage...

La soi-disant politique d'industrialisation cache une pénétration impérialiste accrue

Parmi les différentes formes de pénétration que l'impérialisme utilise pour s'implanter dans certains pays sous-développés, il en est une qui lui réussit particulièrement en Algérie : ce sont les affaires qu'il réalise avec les sociétés dites nationales.

C'est ainsi qu'au cours de ces deux derniers mois, on peut remarquer que les trusts impérialistes ont signé des accords de très grande importance avec les sociétés étatiques.

Bien sûr les secteurs choisis sont toujours pour leur rentabilité immédiate, rentabilité qui profite essentiellement aux impérialistes.

C'est ainsi que le 24 juillet dernier, l'un des plus grands contrats jamais encore conclu par l'Algérie a été signé entre la Compagnie Américaine EL PASO NATURAL GAS et la société SONATRACH. Rappelons que cet accord porte sur la livraison de 10 milliards de m³ par an de gaz naturel Algérien et cela pour une période de 25 ans. Ce contrat hypothèque ainsi 10 % des réserves estimées de l'Algérie. Le montant des investissements pour réaliser cette grande opération s'élève à

900 millions de \$ (soit plus de 500 milliards d'anciens francs). Un accord portant livraison toujours par les américains d'un centre de calcul électronique l'un des plus chers du monde à été signé par le président de la SONATRACH. (coût : 2 milliards 250 millions d'A.F.).

Le 30 juillet, ce sont les trusts JAPONNAIS qui à leur tour et pour la première fois réalisent une grande affaire, en signant un contrat pour la construction d'une raffinerie de pétrole à Arzew d'une capacité de 2, 5 millions de tonnes par an. Ce contrat de 70 millions de \$ (35 millions d'A.F.) sera financé par les plus grandes banques japonaises — en échange de ce marché le Japon 3^e producteur d'acier du monde achètera la fonte de Annaba.

Le 31 juillet c'est la signature avec des firmes anglaises d'un contrat portant sur la construction d'un complexe de papier à SOUK AHRAS : coût 69.988 600 DA dont 80 % seront financés par des banques anglaises sous formes de « crédit acheteur »...

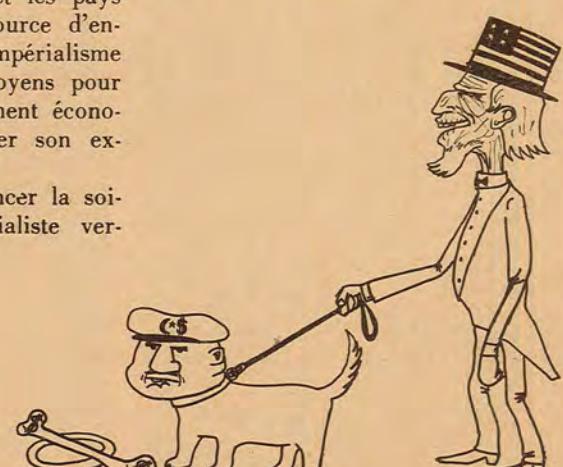
A travers ces accords et contrats, le pompage et le pillage de nos richesses

par l'impérialisme s'accélèrent et les possibilités d'indépendance économique s'amenuisent chaque jour davantage pour notre pays.

Si aujourd'hui les impérialistes et capitalistes étrangers investissent dans notre pays, c'est pour retirer le maximum de profits. A ce sujet rappelons l'exemple de l'Amérique Latine où un dollar investi en rapporte 4. Nous voyons combien l'Algérie et les pays sous-développés sont une source d'enrichissement réel pour l'impérialisme qui emploiera tous les moyens pour s'opposer à leur développement économique et social et perpétuer son exploitation.

Il importe donc de dénoncer la soi-disant politique anti-impérialiste ver-

bale du régime actuel qui est très virulent sur le plan diplomatique alors que dans le domaine économique, le gouvernement d'Alger mène une politique d'entente et de confiance notamment avec les américains bien que les relations diplomatiques soient officiellement rompus avec le géant de l'impérialisme mondial depuis la guerre des six jours !





SEPT ANNEES D'EXPERIENCE FACONNEE LE PARTI DE

Beaucoup de jeunes intéressés par nos écrits nous posent des questions sur notre Parti. Certains militants connaissent mal les circonstances de sa création. Certains lecteurs gardent de la période Benbelliste une prévention contre le P.R.S. que la propagande officielle avait systématiquement dénigré et que la « gauche » du F.L.N. (à laquelle son existence donnait mauvaise conscience) taxait d'être purement et simplement un clan contre-révolutionnaire.

Aussi saissons-nous l'occasion du septième anniversaire de notre Parti pour nous pencher un peu sur son histoire et tenter de synthétiser ses positions.

Ce ne sera pas le seul intérêt des articles qui suivent. L'examen de notre expérience passée nous permettra surtout de nous renforcer, en même temps d'ailleurs qu'il peut être une source de réflexion pour les autres militants révolutionnaires.

Le P.R.S. a toujours tenté d'éviter la facilité. Il s'est souvent penché sur le chemin déjà parcouru afin de critiquer les expériences passées, bonnes ou mauvaises, et d'en tirer les leçons. Seul moyen d'aller de l'avant et auquel, le P.R.S. doit sans doute, d'être toujours bien vivant après sept ans d'existence alors que tous les mouvements politiques algériens de la même époque, dans le pouvoir et hors du pouvoir, ont été emportés par le tourbillon de l'histoire !

Si le P.R.S. a été capable de « retomber sur ses pieds », malgré certains moments difficiles, c'est parce que, dès le début, on retrouve certaines constantes auxquelles il s'est toujours raccroché et en premier lieu la conviction inébranlable en l'inéluctabilité de la révolution socialiste dans notre pays. Tout aussi forte est sa confiance dans la capacité des masses algériennes à prendre leur sort en mains et à faire la révolution.

C'est aussi à l'énergie farouche de ses militants, qui contre vents et marées ont conservé le cap, que le P.R.S. doit de s'être maintenu et d'avoir progressé.

L'histoire de notre Parti n'est pas continue et progressive, elle se présente sous une succession de discussions, de réajustement, de luttes idéologiques, dont le résultat a été chaque fois d'en renforcer le caractère socialiste et prolétarien et d'en éliminer les aspects petit-bourgeois. Mais au fur et à mesure qu'il précisait son contenu, le P.R.S. s'épurait. Ces décantations successives l'ont rudement façonné et ont contribué à lui donner son visage actuel.

LA DUALITE DU P.R.S. A SES DEBUTS

Avant même sa création officielle le 20 septembre 1962 - le P.R.S. vit sa première crise et connaît sa première épuration. Au lendemain de la victoire du clan de Tlemcen et de l'installation du « Bureau Politique » à Alger, nombreux étaient les mécontents qui voulaient faire quelque chose. Aussi, quand les premiers travaux en vue de la création du P.R.S. eurent lieu, il

fut difficile de faire un tri sérieux parmi les éléments qui affluaient : personnalités, ex-dirigeants, fractions de féodalités, revanchards aigris, tous ceux qui ne croyaient pas en Benbella ou qui avaient été éliminés par lui, et qui pensaient utiliser le P.R.S. et Mohamed Boudiaf pour retrouver rapidement une place dans l'appareil d'Etat et prendre leur part du gâteau !

Fort heureusement, à la veille de la proclamation du 20 septembre, jour des élections à « l'assemblée » la décision fut prise que les futurs « parlementaires » qui voulaient participer à la création du P.R.S. devaient retirer leurs candidatures ; le problème fut vite réglé, un seul retrait fut annoncé à la presse, celui de Boudiaf. Les autres préférèrent siéger à « l'assemblée » et « travailler » de l'intérieur à la transformation du régime.

Débarrassé de certaines personnes, le P.R.S. n'en était pas pour autant quitte. Les idées qui les avaient animés, leur survivaient :

— Pour un noyau de militants du P.R.S., le problème était clair et se résumait ainsi : le F.L.N. étant arrivé au bout de

sa course, il ne peut édifier l'Algérie indépendante au profit des masses populaires, bien au contraire, il est devenu un instrument aux mains de la petite bourgeoisie bureaucratique pour asseoir sa domination sur le peuple ; la seule réponse digne de révolutionnaires est alors de rejeter le F.L.N., de refuser le Parti unique et de créer un Parti de classe capable de poursuivre la révolution jusqu'à la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

« Le F.L.N. qui nie l'existence de couches sociales différentes en Algérie, est aujourd'hui le garant farouche de la société existante. Il ne la tolère pas, il l'accepte et la défend.

Le F.L.N., c'est l'Algérie des Féodaux et des réactionnaires du Moyen-âge et des nantis. Pour nous, militants d'un parti de classe, la société présente doit et peut être refaite.

Nous ne nous contenterons jamais de rectificatifs et d'aménagements, à plus forte raison de palliatifs. Nous sommes partisans d'une refonte complète et méthodique, persévérence, seule condition de la Libération définitive de l'homme. Les arrestations, les démonstrations de Force n'ébranleront pas notre volonté déterminé de servir jusqu'au bout la cause des masses laborieuses et des masses deshéritées de notre pays ».

(Tract Décembre 1962).

— Pour d'autres, le P.R.S. était une opposition à Benbella et à l'Etat Major de l'ANP et son but était de constituer rapi-

la création du P.R.S. : un acte révolutionnaire

On ne saurait saisir la signification profonde de la création du Parti de la Révolution Socialiste si l'on ne se replonge d'abord, dans l'ambiance de cet été 1962 qui vit l'épilogue mouvementé d'une longue et dramatique guerre de libération nationale.

LA CRISE DU F.L.N. : UN COUP D'ETAT AVANT L'HEURE.

Alors que le peuple algérien se réjouissait d'avoir, au prix de ses innombrables sacrifices, gagné le droit de choisir librement son destin, les instances supérieures du F.L.N. vécurent une crise profonde qui les fit voler en éclats. Un groupe s'en détacha, décidé à prendre le pouvoir coûte que coûte en écartant les masses populaires de leur victoire. Rassemblement hétéroclite, il disposait d'un porte-drapeau en la personne de Ben Bella dont le mythe avait été fabriqué de toutes pièces, grâce à une campagne de presse bien orchestrée, et d'une force constituée par l'armée des frontières dotée d'armements neufs et modernes, organisée de façon classique et dont le chef était Boumedienne.

Ce groupe, connu sous le nom de

« clan de Tlemcen » avait en fait préparé son coup de force de longue date bien avant la proclamation de l'indépendance. L'exécution en fut facilitée par l'inexistence d'organisation de masse, le pourrissement généralisé des instances dirigeantes et le comportement des wilayas, sclérosées et ruinées en cadres politiques par sept longues années de ratissages, d'opération de représailles et aussi, malheureusement, de liquidations.

La coalition de Tlemcen appuyée par l'Exécutif provisoire, n'a eu en réalité qu'à défoncer des portes largement ouvertes tant les données étaient faussées dès le départ. La crise ne fut jamais poussée jusqu'au bout et, avec du recul, on constate que mis à part deux ou trois affrontements sanglants (au niveau de la base), les luttes du sommet étaient plutôt verbales et obéissaient à une logique mystérieuse que le commun des mortels ne pouvait comprendre. Ceux qui croyaient le plus à la trahison et à la violation des principes se reniaient quelques jours plus tard de façon spectaculaire. Les adversaires de la veille devenaient les alliés du lendemain et l'on passait d'un camp à l'autre, au gré des événements. Le

débat politique était flou, confus, vague. Une seule constante : ne rien expliquer aux masses de ce qui se passait.

Ralllements, fausses menaces, virer-voltes en peuvent prendre un sens que si l'on considère que la crise de 1962 était plus qu'une querelle de personnes, plus qu'un conflit de clans, plus qu'une simple crise politique ; c'était surtout une crise sociale à fondements économiques.

UNE CRISE SOCIALE A FONDEMENTS ECONOMIQUES.

La société algérienne connaît en quelques semaines une période de mutations sociales d'une incroyable ampleur. Les biens laissés vacants par les colons, les fonds publics, les capitaux qui affluaient de toutes parts ont fait de la lutte politique pour la prise du pouvoir une lutte pour la prise de possession des priviléges économiques et sociaux. Tandis que le combat des principes s'effaçait derrière la course aux richesses et aux honneurs, des ministres se lançaient dans les affaires, des officiers confisquaient les restaurants et les fermes, des syndicalistes s'appropriaient des

entreprises et tout le monde se ruait sur les villas.

Les bénéficiaires de cette montée rapide dans l'échelle sociale se recrutaient dans la couche dirigeante du F.L.N.-A.L.N. et, d'une façon plus générale, dans la petite et moyenne bourgeoisie (maintenues jusque là à l'écart de l'autorité et des richesses par la colonisation). Aussi, les alliances se faisaient et se défaisaient au

— Le véritable conflit demeure entre le peuple algérien et le néo-colonialisme qui trouve sur le sol national des alliés conscients en la bourgeoisie nationale, ou encore inconscients en des dirigeants petits-bourgeois qui par suite de certaines caractéristiques de notre mouvement de libération, ont plus vite que dans d'autres pays oublié leurs origines pour se séparer du Peuple dont ils sont issus et qui leur a trop fait confiance ».

(Le Révolutionnaire N°1 Septembre 1962)

gré des promesses. Les clientèles s'agglutinaient autour de ceux qui avaient le vent en poupe et qui semblaient les plus capables d'assurer au clan le plus grand nombre d'avantages matériels. Les rancunes, les querelles, les vieilles zizanies s'oublaient devant un impératif nouveau pour la classe dominante : défendre ses intérêts économiques tout neufs.

NCES ET DE LUTTES QUI ONT LA REVOLUTION SOCIALISTE

ment une force capable de balayer le pouvoir. Cette tendance bien que diffuse s'exprimait surtout dans certains thèmes celui de la nécessité du regroupement des éléments « sains » (récupération des anciens cadres du F.L.N.-A.L.N.) et dans celui de l'illégitimité du pouvoir de Benbella. Mais c'est dans une pratique entièrement tournée vers le travail de sommet et non vers les masses, et dans l'absence de structures de travail adéquates que se reflétait cette orientation, alors très répandue.

Cette dualité du P.R.S. à ses débuts, se retrouve aussi dans une certaine ambiguïté des formulations, d'où la faiblesse de certaines analyses (armée-wilayas), dans une forme d'autocensure dont on retrouve des traces dans la plupart des textes de l'époque. Il faut pourtant souligner que, d'une façon générale, les textes du P.R.S. du 20 septembre 1962 à l'été 1963 restent très nets sur l'essentiel et apportent une contribution décisive à la vulgarisation des idées du Socialisme, de l'analyse des classes sociales, de la nécessité d'un Parti des travailleurs.

Peu à peu cependant, le P.R.S. s'épuise des éléments les plus hésitants qui préfèrent prendre le train du Benbellisme en marche plutôt que de tout perdre. Le noyau initial se restreint, mais en même temps il se durcit et des percées sont faites sur les milieux ouvriers : U.G.T.A. - Autogestion - Emigration.

Les positions théoriques se précisent : le P.R.S. doit se démarquer entièrement du pouvoir (condamnation de l'entrisme), il doit défendre en toutes circonstances les intérêts des masses (action au moment du congrès de l'U.G.T.A., action au niveau de l'animation de l'autogestion, publication dans « P.R.S. Information », des doléances populaires de tous les coins du pays), il doit s'engager fermement dans un processus de longue haleine qui ame-

nera la construction d'un Parti d'avant-garde. Les tâches étaient alors fixées dans la formule : « Former, informer, animer »

Mais, dans la pratique les frontières sont plus diffuses, l'opposition est plus diluée, aussi le P.R.S. omet-il de dénoncer les manœuvres de certains opposants le comportement politique opportuniste de certains dirigeants, il refuse de polémiquer avec la soi-disant gauche du F.L.N. qui, pratiquant l'entrisme à large échelle, contribue pour une grande part à créer le mythe du socialisme benbelliste - Confinant son action dans de sourdes luttes d'appareil, cette fraction de la petite-bourgeoisie bureaucratique avait pour rôle de démobiliser les masses par des slogans mystificateurs, de diviser les travailleurs en essayant de créer des différences entre eux (notamment après les décrets de mars) utilisation des travailleurs de l'autogestion comme masse de manœuvre).

Encore marqué par des traces d'idéologie petite-bourgeoise, le P.R.S. bien qu'il souligne que la ligne de démarcation passe entre le pouvoir d'une part et les masses de l'autre, concentre son tir sur Benbella, négligeant de désigner plus clairement les ennemis des masses. De même, si, en ce qui concerne la construction du socialisme, le P.R.S. se prononçait sans ambiguïté contre un socialisme spécifique octroyé par décrets ministériels et pour l'édition socialiste par les masses, elles-mêmes, organisées dans des comités. Pour ce qui est du programme, il présentait beaucoup plus une série de mesures concrètes, un programme d'opposition qu'un ensemble de principes du mouvement révolutionnaire qui auraient fixé le contenu des classes qui doivent faire la révolution et celles qui doivent être renversées...

Le P.R.S. parvint cependant à conquérir une certaine audience à travers le territoire, à maintenir une présence politique plus marquée, ce qui était facilité par le

fait que, malgré les conditions de clandestinité, la direction du mouvement était à l'intérieur du pays.

« L'Algérie, pays insuffisamment développé, est, de ce fait, aux prises avec d'énormes problèmes. Le « socialisme » gouvernemental, sans bases de classe réelles, ne résoudra rien. On ne construit pas une société socialiste sans idéologie claire, rigoureuse et scientifique. Sans le regroupement des militants socialistes révolutionnaires, sans la mobilisation des masses travailleuses des campagnes et des villes, rien de sérieux et de durable ne sera fait.

Pour cette raison, les décrets et les mesures pris récemment aussi révolutionnaires soient-ils, iront à l'échec. Cet échec compromet l'avenir du socialisme et de la révolution. Ce sont les impérialistes qui en profitent.

Seul un parti révolutionnaire des travailleurs, ouvriers, paysans et intellectuels révolutionnaires, ayant pour doctrine le socialisme scientifique et s'inspirant de toutes les révolutions socialistes, peut faire triompher les seuls mots d'ordre valables en ce 1^{er} mai :

- Tout le pouvoir, politique, économique et législatif aux travailleurs ;
- La terre aux Fellahs, les usines aux ouvriers ;
- Vive l'Algérie socialiste.

(Tract du 1^{er} Mai 1963).

Ces premiers résultats inquiètent le pouvoir qui, après avoir contre-attaqué sur le plan politique (le 1^{er} Mai 1963 Benbella va jusqu'à proposer de transformer le F.L.N. en front de la Révolution Socialiste), passe à la phase de répression. Boudiaf est enlevé en pleine rue en Juin 1963 et séquestré au fin fond du Sahara. D'autres personnes, qui n'appartenaient plus depuis longtemps déjà au Parti, sont aussi arrêtées. Une page est tournée. Une nouvelle période commence.

DEUXIÈME PÉRIODE : LE F.F.S. ET LA QUESTION DE L'UNITÉ

En juin 1963, le P.R.S. apparaît pour beaucoup comme étant un placement pour l'avenir, comme la seule force opposée à Benbella. Les éternels opposants (ceux qui avaient déjà tâché du P.R.S. : chefs de Wilayas, responsables de l'ex-Fédération de France etc ...) se manifestent de nouveau et des regroupements se font. Les arrestations visant notre Parti accélèrent le processus et cristallisent cette nouvelle opposition autour de AIT AHMED qui fonde le F.F.S. et passe à l'action armée le 29 septembre 1963.

L'échec du F.F.S. fut lamentable et les négociations de novembre entre le pouvoir et les dirigeants du F.F.S. eurent un seul résultat palpable : la libération des personnes arrêtées.

Dans la conjoncture qui avait présidé à la constitution du F.F.S., le P.R.S., bien que connaissant les tares originelles du mouvement, ne pouvait se tenir à l'écart sans devenir l'allié objectif de Benbella. Il fut donc dans l'obligation de suivre le mouvement qui se consuma comme un feu

Suite page 8

PRESENTATION DU P.R.S.

■ QU'EST-CE QUE LE P.R.S. ?

C'est un noyau de militants révolutionnaires organisés, dont le but est, dans la phase actuelle, de créer les CONDITIONS DE LA CONSTRUCTION D'UN PARTI D'AVANT-GARDE DU PROLETARIAT ALGERIEN.

Un tel parti, instrument de la conquête du pouvoir par les travailleurs, devra être capable :

- d'unir les masses populaires en suscitant et en élevant leur PRISE DE CONSCIENCE ;
- de définir un programme répondant aux besoins et aux intérêts des masses, un PROGRAMME OUVRIER dont le but est l'élimination de l'exploitation de l'homme par l'homme ;
- d'orienter et de guider les luttes révolutionnaires des travailleurs en vue de la PRISE DU POUVOIR ;
- de mener à bien la CONSTRUCTION DU SOCIALISME dans notre pays.

Le Parti d'Avant-garde se fixe donc essentiellement un rôle de TOTALISATEUR DES LUTTES des masses populaires. Lui seul, peut leur donner un sens politique et une orientation qui les fera contribuer à la réalisation

de la Révolution Socialiste. Parce qu'il est le DETACHEMENT AVANCE DE LA CLASSE OUVRIERE (organisation de militants révolutionnaires) il en exprime les exigences à tout instant. Par son travail d'EDUCATION et de LUTTE IDEOLOGIQUE, il crée les conditions de la solution des contradictions secondaires qui existent au sein du peuple en même temps qu'il œuvre à aggraver la contradiction principale celle qui oppose les exploités aux exploitants.

■ CONDITIONS DE LA CONSTRUCTION DU PARTI D'AVANT-GARDE.

Elles sont déterminées par le développement de deux éléments :

I. — LA LUTTE OBJECTIVE OU LUTTE DE CLASSES.

La société Algérienne est une société de classes. Elle connaît, comme toute société où règne l'exploitation de l'homme par l'homme et où existent des classes différenciées, des LUTTES DE CLASSES, qui sont le moteur du développement et de la transformation historique de la formation sociale et économique.

Les luttes de classes se manifestent en Algérie sous diverses formes : revendications syndicales, conflits politiques, mécontentement populaire...

L'expérience des travailleurs dans la lutte de classes est très utile car elle accroît leur prise de conscience et éduque leur sens révolutionnaire. La connaissance du SOCIALISME SCIENTIFIQUE qui étudie justement les lois de développement des sociétés (c'est à dire de la lutte des classes) est une arme aux mains des militants car elle renforce leurs capacités révolutionnaires.

II. — LA LUTTE IDEOLOGIQUE :

Elle se présente sous deux formes :

— LA LUTTE AU SEIN DU PEUPLE ALGERIEN pour montrer la nature de classe de l'Etat Algérien (instrument aux mains de la bourgeoisie algérienne pour dominer les masses populaires) ; pour divulguer la vérité sur la politique économique du pouvoir ; pour barrer la route aux IDEES FAUSSES semées par les classes dirigeantes (par tous les moyens : presse, radio, télévision, discours, mystifications de toutes sortes) qui abrutissent les masses et les démolissent ; pour diffuser les idées révolutionnaires qui montreront aux masses la voie à suivre pour transformer leur situation et leur donneront confiance en leur capacité à défendre leurs droits et intérêts. Cette tâche sera remplie grâce au travail inlassable des noyaux révolutionnaires, des mil-

Suite page 9

Dans ce naufrage, quelques militants s'accrochaient désespérément et regardaient du côté du peuple. Ce dernier qui avait fait l'admiration du monde entier, allait-il se laisser déposséder de sa victoire sans réagir ? Les inoubliables explosions de joie des fêtes de l'indépendance avaient-elles épuisé ses dernières énergies et seraient-elles sa seule récompense ?

Pourtant une réaction commençait à prendre forme. Dans les campagnes l'autogestion tendait à se généraliser et dans les villes les ouvriers reconstruaient leurs sections syndicales, les sans-logis envahissaient les beaux quartiers, occupant des appartements et affirmant ainsi leurs aspirations égalitaristes, des manifestations populaires s'organisaient, notamment à

SEPT ANNEES D'EXPERIENCES ET DE LUTTES QUI ONT FACONNE LE P.R.S.

Suite de la page 71

La paille. Le seul résultat positif de cette aventure fut que notre parti eut la chance de se voir débarrassé de certains éléments « fatigués » qui à la sortie de prison, préférèrent se rallier au pouvoir ou, tout simplement, rester dans leurs pantoufles. Mais, la situation était loin d'être clarifiée. Une fraction du F.F.S. refusant de tirer les leçons de l'échec récent, décida de continuer le combat et de relancer l'action armée au moment même où le P.R.S. essayait de faire de son mieux pour aider ces camarades à se placer sur des positions correctes. La discussion engagée entre les militants sur la nature de l'unité fut escamotée. Bien que les pressions des partisans de l'unité à tout prix avaient déjà amené le secrétariat du P.R.S. à suspendre ses publications pour éviter d'ajouter à la confusion. Il n'y eut du côté du F.F.S. aucune manifestation d'une volonté d'union bien au contraire il était décidé à faire cavalier seul. Le P.R.S. en resta pour ses frais, tandis que AIT AHMED multipliait les contacts en dehors de nous, pour relancer son mouvement, malgré la défection de certains militants.

Il n'est pas question de faire état de bruits de coulisse et nous voulons laisser la porte ouverte aux discussions avec les militants sincères, mais il est de notre devoir de dire à tous : le temps des révoltes de palais est terminé.

Si des hommes pensent que le pouvoir benbelliste menace la révolution, que la bureaucratie doit être éliminée et qu'il est urgent de mettre un terme à la crise économique, à la dégénérescence politique, à la misère terrible de la Kabylie, du Constantinois et des Aurès, qu'ils veuillent bien formuler leur analyse clairement.

Si des hommes pensent qu'un programme révolutionnaire peut être appliqué en Algérie avec l'appui des masses, qu'ils veuillent bien exposer ce programme.

Si des hommes pensent qu'il faut un nouveau parti pour succéder au F.L.N. benbelliste afin d'orienter le pouvoir, mobiliser les masses, construire un pays socialiste, qu'ils veuillent bien concrétiser leur pensée.

Si des hommes pensent dans ce pays que le pouvoir doit revenir aux travailleurs, leur place est avec nous. Ensemble nous appliquerons un programme établi en commun. Mais si ces mêmes hommes pensent qu'il suffit d'intriguer comme Ben Bella ou avec lui, qu'il suffit de changer quelques responsables et de refaire les expériences que nous vivons depuis un an avec les mêmes méthodes, les mêmes objectifs, dans les mêmes structures, nous disons : ils se trompent ! ».

(Le Révolutionnaire N° 4 Juin 1963)

LA NAISSANCE DU C.N.D.R.

Les manœuvres reprenaient à Alger, les rumeurs circulaient, les contacts se multipliaient et, de nouveau, une atmosphère semblable à celle de l'été 1963 se créait dans la capitale. Le P.R.S. était l'objet de toutes sortes de sollicitations pour s'engager dans la construction d'un mouvement unitaire - certains intellectuels (Taleb Ahmed, Ait Challal) ajoutaient à la confusion en rejoignant opportunément les rangs des mécontents ; enfin et surtout, la répression en Kabylie prenait une tournure de plus en plus rude et l'A.N.P. resserrait son étau sur les maquis du F.F.S. A Alger l'insécurité devenait grande pour nos militants dont certains étaient déjà connus des services de police. Au lendemain de l'attentat contre la villa Joly, Boudiaf dût quitter Alger et rentrer dans la clandestinité dans l'Est du pays.

La situation politique du pouvoir se détériorait. Chaabani entrait en opposition ouverte, tandis que le bruit courait que plusieurs officiers de l'A.N.P. se désolidarisent du pouvoir. Ajoutons à cela le

mécontentement d'un peuple, lassé par les promesses du pouvoir dont les fissures devenaient béantes après l'élimination de Khider - secrétaire général du F.L.N. Tout autant de faits qui rendaient la situation explosive et nous entraînaient irrésistiblement vers une deuxième aventure.

Le congrès du F.L.N. de 1964 ne pouvait rien régler et la crise du sommet battait son plein. Il apparaissait de plus en plus évident qu'une solution de rechange devait se dessiner. L'aboutissement de tout cela fut la création du C.N.D.R. (Comité National de Défense de la Révolution) qui eut pour effet immédiat et inattendu de restaurer l'unité factice du pouvoir et qui, en fin de compte, fut plutôt d'un grand secours pour Ben Bella.

Le C.N.D.R. était le type même d'alliance de sommet et, en tant que tel, il constituait un recul sur toutes les positions antérieures du P.R.S. Sa proclamation, signée de Hassani Moussa, est d'une grande banalité : typiquement petite-bourgeoise, sa forme grandiloquente cachait mal un vide politique effarant, ses principaux points étaient « libération des énergies saines », sauvegarde du patrimoine national, « stabilité politique », « relance économique et sociale », « rétablissement de notre prestige » (?) ; ses moyens d'action devaient être la rébellion d'une partie des troupes de l'A.N.P. du Constantinois, que la trahison de l'adjoint du commandant de région (Mohamed Rouge) remit en question. Ce qui fait que les « maquis » se constituèrent sans l'apport des militaires. Quant à AIT AHMED, qui avait donné son accord pour la constitution du C.N.D.R., il remettait tout en question en publiant quelques jours après une conférence de presse (?) datée du 6 juillet et dans laquelle il affirmait l'autonomie du F.F.S.

Tout s'écroulait. Les arrestations étaient nombreuses. Chaabani se fait arrêter et condamné à mort. A ce sujet, il serait bon de faire justice d'une certaine campagne de presse de la « gauche » qui visait Chaabani dont elle faisait (après son passage à l'opposition) un réactionnaire de la pire espèce. Nous nous souvenons même d'un article du journal français « Libération », financé par Ben Bella et qui applaudissait à l'arrestation de Chaabani par un mauvais jeu de mots où il était question de « poisson dans l'eau » et de « poêle à frire ».

A notre avis, Chaabani n'était ni plus ni moins réactionnaire que bien d'autres officiers algériens mais, certainement, bien plus courageux que beaucoup car il a payé de sa vie le droit de dire ce qu'il pensait.

Au bout de quelques semaines, le C.N.D.R. se réduisit au seul P.R.S. Dès lors, il s'agissait, pour nous, de sortir de ce guépier et d'en tirer les leçons.

L'échec du mouvement de guérilla qui prit fin avec la prise de Ait Ahmed et le ralliement de Hassani Moussa ne signifiait pas pour autant la fin des difficultés pour Ben Bella. Les grèves du début de

La grève, gênante aujourd'hui, sera déclarée anti-nationale demain et les grévistes poursuivis comme des malfaiteurs.

(Le Révolutionnaire N° 4 Juin 1963)

l'année 1965, le mécontentement populaire qui s'exprimait dans des manifestations spontanées, tout cela montrait l'aggravation de la situation. Isolé, Ben Bella tenta, dans un dernier effort, de renforcer sa position sur le plan international en mettant sur le chantier l'organisation de la « conférence Afro-Asiatique » et, de réduire les oppositions en engageant avec elle des négociations. Des sondages sont entrepris en direction du P.R.S. qui refuse de se rallier au régime et du F.F.S. qui signe un accord avec le F.L.N. le 16 juin 1965. C'est la fin du F.F.S. et, trois jours plus tard, celle du règne de Ben Bella.

TROISIEME PERIODE : LA DEFINITION D'UNE STRATEGIE CORRECTE

Le coup d'Etat de Boumédienne est un tournant. Il confirme les analyses du P.R.S. et montre bien que le régime de Ben Bella a surtout permis à la nouvelle bourgeoisie de s'installer et le coup d'Etat marque le réajustement du pouvoir politique au pouvoir économique ainsi que la jonction de l'ancienne et de la nouvelle bourgeoisie.

« Dans une Algérie où les institutions politiques sont sans consistance, parce que les travailleurs sont sans expression politique sérieuse, parce que la bourgeoisie impose progressivement sa direction économique avant d'imposer sa direction politique directe ; la tentation est grande pour l'Etat-Major de l'armée, d'imposer son arbitrage ».

(Le Révolutionnaire N° 4 Juin 1963)

Le 19 juin est aussi un tournant pour l'opposition, car il provoque un tri puisqu'un mouvement de ralliement au régime s'opère et des individus, qui tournaient à la périphérie du parti, sautent dans le train, au bon moment cette fois.

Toutes les illusions petite-bourgeoises sont rejetées du parti et la nécessité de s'engager dans la construction du parti d'avant-garde devient impérieuse. La « deuxième lettre ouverte » de Mohamed Boudiaf esquisse une analyse de classes de la société algérienne. Elle tire les leçons des expériences passées, dénonce les mythes de l'union nationale, de la lutte armée et lance un appel pressant pour la construction du parti d'avant-garde : première étape du processus révolutionnaire. Elle se prononce, d'une façon définitive, contre toutes les tentatives d'unifications circonstancielles et contre les alliances de sommet. Enfin, elle précise le sens du travail à mener.

Il faut dénoncer le mythe de l'unité ou de l'unicité de l'opposition, car c'est là un des obstacles au développement d'une opposition idéologiquement homogène : de même qu'au niveau du pouvoir, nous l'avons vu, le refus de la lutte des classes se caractérise par le mythe du parti unique, continuateur du Front de Libération Nationale et détenteur de la légitimité au nom du peuple tout entier, de même ce refus se traduit, au sein de l'opposition, par le mythe de l'unité, conçue essentiellement comme celle des leaders exclus du pouvoir ».

Bien qu'elle ne doit en aucun cas être exclue, l'action armée doit être considérée comme l'aboutissement d'un travail politique et comme l'entrée en scène des masses paysannes. C'est donc d'abord les conditions d'entrée dans la lutte de ces masses qui doivent être étudiées ».

Nous voulons souligner par là que la priorité nous semble être, quelle que soit l'analyse de la situation, la construction d'un parti révolutionnaire d'avant-garde ».

(Deuxième lettre ouverte de Mohamed Boudiaf, Juillet 1966)

Dès lors, ce n'est plus qu'une question de temps pour se débarrasser des dernières séquelles de la période de confusion et donner au P.R.S. le visage qu'il a maintenant. Cela ne signifie pas du tout que les discussions ont cessé dans le Parti, bien au contraire, elles ont été à la base d'une avance considérable sur le plan idéologique et d'un renforcement sur le plan organisationnel. Le P.R.S. n'a pas voulu s'enfermer dans un isolement sectaire. Il est resté ouvert à tous les contacts, fort de ses positions théoriques et de la justesse de ses vues. C'est ainsi qu'il faudrait dire un mot des discussions de 1966 avec l'O.R.P. car elles nous ont permis de nous préciser par rapport au courant révisionniste. Bien que l'O.R.P. se réclame de l'idéologie socialiste, les divergences entre nos deux mouvements étaient fondamentales.

En ce qui concerne l'analyse de la société algérienne, le régime benbelliste était, selon l'O.R.P., une époque de transition vers le socialisme, alors que les faits ont prouvé qu'il s'agissait surtout d'une phase d'installation et de consolidation de la bourgeoisie bureaucratique. Le coup d'Etat du

19 juin n'est pas considéré comme un bouleversement fondamental (ce qui est juste) mais comme un accident de parcours (« une crise ») qui affaiblit momentanément l'aspect progressiste de l'Etat algérien.

Cette analyse (à rapprocher de la théorie révisionniste des deux aspects du pouvoir d'Etat sur laquelle nous avons eu l'occasion de revenir à plusieurs reprises) débouche sur le mot d'ordre de constitution d'un « front démocratique » rassemblant les révolutionnaires. Ainsi donc, « la

Le temps des alliances sans principes est dépassé, parler de la constitution de Fronts largement démocratiques est une duperie... La tactique des Fronts démocratiques suppose également l'existence d'un parti révolutionnaire, doté d'une stratégie claire et d'une organisation solide, bien que minoritaire dans le pays ».

(Deuxième lettre ouverte de Mohamed Boudiaf, Juillet 1966).

solution pacifique et démocratique à la crise ouverte le 19 juin » se résume en la recherche d'un compromis, ou d'une occasion, pour retrouver un strapontin auprès du pouvoir. La lutte des classes, les masses populaires ne sont là que pour la figuration. Depuis lors, cette ligne opportuniste ne s'est pas démentie et elle continue d'être appliquée comme le prouve, la récente lettre de Hadjeres à Boumediène.

Il est clair que les raisons de cette politique de l'O.R.P. doivent être recherchées dans deux faits :

- l'attachement à la politique dite de « coexistence pacifique » qui prône la stabilisation des luttes sociales dans le Tiers-Monde et le statu-quo, tout en essayant de modifier le rapport des forces en faveur de l'Union Soviétique par une pénétration dans les pays dominés à travers des personnalités baptisées révolutionnaires (Benbella, Nasser, Soekarno...),

- la deuxième raison est le manque de confiance dans les masses populaires et la volonté de rechercher une place dans le pouvoir par le moyen d'obscures luttes d'appareils et de compromis. L'action des masses étant considérée comme un appui lorsque la bourgeoisie met en doute la représentativité de ceux qui se présentent comme des défenseurs des travailleurs. Le résultat de cette position, c'est que l'O.R.P. refuse d'œuvrer à la construction d'un parti révolutionnaire d'avant-garde. Son changement de sigle et la prétention qu'elle a, depuis, d'être le parti d'avant-garde lui permettent d'éviter, justement, de poser les problèmes de cette construction que le P.R.S. considère comme la question principale du moment. Nos divergences avec l'O.R.P. se sont manifestées à plusieurs reprises à propos de problèmes d'actualité. En particulier pour :

- les élections communales - alors que le P.R.S. prône une abstention claire, sachant que les communes ne peuvent jouer aucun rôle car les leviers de commande sont ailleurs - l'O.R.P. élabora une théorie fumeuse qui prône la participation dans de nombreux cas à ces élections considérées comme un élément positif.

Est-il concevable que le socialisme se développe librement, qu'une société socialiste se construise sans lutte, que la révolution des masses pauvres se poursuive, que le capitalisme soit dépossédé de ses moyens d'exploitation, que le colonialisme soit chassé, et tout cela à coups de décrets présidentiels alors que la classe ouvrière est écartée du pouvoir et que la bourgeoisie s'enrichit ».

(Le Révolutionnaire N°4 Juin 1963).

- le conflit algéro-marocain : l'O.R.P. prend une attitude belliciste, faisant l'amalgame entre peuples et pouvoirs et appellent les algériens à soutenir Boumediène, elle va encore plus loin en demandant que les armements de l'A.N.P. soient accrus (ce qui aurait augmenté par la même occasion, la pénétration russe)

- conflit du Moyen-Orient : l'O.R.P. se fait le défenseur de la politique soviétique dont le lâchage spectaculaire a été ressentie avec émotion par les masses arabes

PRESENTATION DU P.R.S.

et devient une fois de plus le défenseur des pouvoirs en place.

- sur le plan intérieur, la tactique employée en milieu étudiant et en milieu syndical aboutit à une démobilisation qui a toujours freiné le développement des luttes de masses : les éléments de l'O.R.P. préférant toujours régler les conflits au niveau du pouvoir plutôt que de laisser se développer les luttes à la base.

- la politique économique du pouvoir est analysée comme étant un aspect positif alors, qu'à l'évidence, elle livre notre pays au pillage.

- enfin, dissociant la lutte anti-impérialiste de la lutte des classes, l'O.R.P. se laisse aveugler par les positions verbales de Boumedienne sans tenir compte de sa collaboration réelle de plus en plus étroite avec les trusts impérialistes.

LE DEBAT DANS LE PARTI ET LA DEFINITION DE LA VOIE REVOLUTIONNAIRE

En résumé, on peut considérer que les débats qui se sont déroulés au sein du Parti, lui ont permis de mieux se définir et de préciser dans la marche son programme, sa ligne, sa stratégie, ses formes d'organisation en même temps qu'ils provoquaient une épuration du contenu du mouvement lui donnant un caractère de plus en plus prolétarien.

Premier débat : faut-il lutter de l'intérieur ou de l'extérieur ? Ce débat a permis de faire un premier choix entre la voie réformiste (entrisme) et la voie révolutionnaire.

Il est à peine besoin d'ajouter que cette assemblée désignée par le pouvoir ne peut jouer aucun rôle... elle est et sera paralysée par son conformisme, son incompétence, elle ne peut être que le soutien inconditionnel du pouvoir ».

(Projet de Plateforme, Janv. 1963).

Il signifie, en fait, faut-il accepter le système et travailler de l'intérieur pour le réformer (et on sait qu'une telle attitude aboutit inévitablement à la défense du système) ou bien faut-il créer un mouvement qui se situe complètement en dehors du pouvoir, sur un autre terrain ?

C'était là le premier choix : le P.R.S. choisissait de créer un Parti d'avant-garde des travailleurs, un « Parti de classe » autonome.

Le parti que nous voulons et au sein duquel nous travaillerons demeura lié étroitement au peuple, dont il connaîtra les aspirations et les besoins et qu'il consultera sur les questions importantes engageant son destin ».

(Le Révolutionnaire N°1 Sept. 1962).

Deuxième débat : la question de la forme de la lutte : faut-il lancer un processus de lutte armée en espérant que les masses suivront et refaire le 1er novembre ou bien faut-il commencer d'abord par expliquer la situation c'est-à-dire faire un travail politique ? Le P.R.S. répond à cette question, il est nécessaire de faire un large travail de « formation, information, animation », au sein des masses, il faut se baser sur l'action des organisations syndicales, les appuyer dans leurs revendications. La lutte armée n'est qu'un moment de la lutte des classes. La poser comme un préalable, c'est escamoter le contenu du processus révolutionnaire (Parti ou Guérilla)

« Nous devons rejeter toutes les analyses qui subordonnent l'avenir de l'opposition à une quelconque variation du rapport de force au sommet ; en clair, cela signifie que le parti d'opposition révolutionnaire s'il veut mobiliser les masses, doit se démarquer clairement du pouvoir et rejeter toutes les ouvertures qui pourront être faites par tel ou tel clan, momentanément désireux d'appuis à gauche ».

(Deuxième lettre ouverte de Mohamed Boudiaf, Juillet 1966).

Troisième débat : le problème de l'unité : Ce débat rejoint en un sens le précédent et s'est posé en même temps. Il est courant d'entendre dire que l'opposition algérienne est inexiste, qu'elle est incapable de développer une action cohérente et positive, parce qu'elle est divisée. C'est là une façon erronée de poser le problème : car c'est un mythe réactionnaire que de prétendre à l'unicité de l'opposition au régime en place, il y a une opposition réactionnaire et une opposition révolutionnaire. Les mettre dans le même sac, c'est nouer des alliances circonstancielles en dehors des luttes de classes dans un but de prise de pouvoir (putschisme) la question n'est donc pas celle de l'unité de l'opposition, mais celle de sa consolidation idéologique et politique. Car une alliance de circonstance, même triomphante, ne résoud pas les problèmes.

La prise du pouvoir n'est qu'une étape du processus révolutionnaire, elle est le moyen qui permet aux exploités de poursuivre une politique qui va dans le sens de leurs intérêts et qui, par conséquent, va contre l'intérêt de leurs exploitants.

Faut-il un mouvement d'opposition ou faut-il un mouvement révolutionnaire ? Après avoir connu des périodes difficiles et d'hésitations le P.R.S. a choisi résolument la voie révolutionnaire.

« Mettre les masses à même de s'organiser efficacement développer chez elles une conscience de classe dynamique et révolutionnaire, trouver les formes d'organisation du potentiel énorme constitué par les chômeurs des campagnes et des villes, voilà les tâches qui les attendent ».

(Projet de plateforme, Janv. 1963).

Quatrième débat : le plus récent, il concerne essentiellement les tâches et les formes d'organisation. En posant les questions de la construction du parti d'avant-garde nous avons débouché sur les tâches qui elles mêmes nous ont amené à préciser nos conceptions de l'organisation et de la liaison avec les masses (voir le texte sur la position du P.R.S.)

« Le parti d'avant-garde a donc une tâche de coordination et de direction politique des luttes. Il ne remplace pas mais complète le travail des syndicats, des comités de chômeurs, des militants de l'autogestion, de l'organisation de l'émigration. Ces organisations, en élaborant des mots-d'ordre correspondant à leurs revendications préparent pratiquement l'énoncé des mots d'ordre généraux valables pour toutes les classes opprimées ».

(Deuxième lettre ouverte de Mohamed Boudiaf, Juillet 1966).

Nous avons fait le bilan de sept années de luttes qui ont commencé avec la création du P.R.S. le 20 septembre 1962. Se plaçant dans la lignée révolutionnaire algérienne du P.P.A., du C.R.U.A. et du F.L.N. - A.L.N. du 1er novembre 1954, le P.R.S. conscient du fait que l'indépendance nationale ne pouvait garantir la véritable libération et l'émancipation des masses laborieuses, s'était donné comme objectif d'entreprendre cette dernière étape sans quoi la dite indépendance pouvait se révéler plus nocive que le colonialisme lui-même.

La signification profonde du P.R.S. reste que des militants révolutionnaires ont dit NON à la dictature d'une poignée d'usurpateurs et qu'ils continuent à dire NON à une politique qui nous fait perdre chaque jour une indépendance chèrement acquise. Il a placé sa confiance dans la capacité du peuple algérien à bâtir de ses propres mains son destin, à détruire les liens d'exploitation et à retrouver sa dignité en échappant à l'avilissement du sous-développement et de la domination.

Dans un monde déchiré par la lutte sans merci entre nantis et affamés, exploitants et exploités, oppresseurs et opprimés, chacun est mis en demeure de choisir son camp. Le P.R.S., malgré des hauts et des bas, malgré des faiblesses dont il ne cesse de se corriger, a toujours opté théoriquement et pratiquement pour le camp des masses populaires contre les bourgeoisie intérieures et leurs maîtres impérialistes.

Suite de la page 7

tants avancés qui donneront un contenu réel aux revendications spontanées des masses. Elle sera facilitée aussi par certaines conjonctures internes (crises économiques, injustices, vagues répressives) ou externes (causes et conséquences de la défaite des pays Arabes, exemple de la lutte du peuple Vietnamien) ;

— LA LUTTE AU SEIN DU MOUVEMENT OUVRIER entre la VOIE REVOLUTIONNAIRE et la VOIE REFORMISTE, c'est-à-dire entre l'idéologie prolétarienne et l'idéologie bourgeoise qui se reflète au sein du mouvement révolutionnaire sous différentes formes : opportunitisme, révisionnisme, gauchisme, dogmatisme...

La voie révolutionnaire ne peut être déterminée correctement que si l'on se base sur une « analyse concrète des situations concrètes », si l'on est fidèle aux principes du Socialisme Scientifique et si l'on tire tous les enseignements de la pratique révolutionnaire.

C'est de la rencontre des deux facteurs, LUTTE DE CLASSES ET LUTTE IDEOLOGIQUE (lutte au niveau des conditions objectives et lutte au niveau des conditions subjectives), que peut naître le Parti d'Avant-garde. Il ne peut être question qu'un Parti d'Avant-garde prenne naissance sans qu'il existe des militants d'avant-garde (c'est-à-dire une lutte idéologique) ou bien sans qu'il y ait des luttes de classes qui se développent sur le terrain.

Les deux aspects sont liés. Le mouvement spontané des masses permet aux militants d'avancer, de se dégager dans une pratique concrète, leur donne le besoin d'une formation théorique tandis que l'existence de militants avancés permet l'élargissement des luttes de classes et une organisation de plus en plus efficace du mouvement spontané. LA NAISSANCE DU PARTI D'AVANT-GARDE EST DONC L'ABOUTISSEMENT D'UN PROCESSUS DE LUTTES. Si l'on ne comprend pas cette idée essentielle, on tombe dans l'idéalisme et le volontarisme et on escamote les tâches de formation théorique et de lutte idéologique.

P.R.S. ET PARTI D'AVANT-GARDE

Le P.R.S. considère que la tâche principale aujourd'hui des révolutionnaires algériens est d'œuvrer avec acharnement à la construction du Parti d'Avant-garde. C'est en ce sens qu'il ne se prétend pas Parti d'Avant-garde, de même qu'il ne pense pas détenir le MONOPOLE de la lutte révolutionnaire. Le Parti d'Avant-garde naîtra lorsque les conditions que nous avons définies plus haut existeront réellement. À ce moment les masses populaires n'auront aucun mal à se reconnaître dans les noyaux révolutionnaires, il leur sera alors possible de s'organiser sur une base solide et en vue d'objectifs clairs.

C'est en ne se considérant pas lui-même comme le Parti d'Avant-garde que le P.R.S. contrairement au P.C.A. O.R.P. peut poser correctement les problèmes de sa construction et apprécier à sa juste mesure le degré de développement des luttes de classes et de l'idéologie socialiste dans notre pays.

LE MILITANT D'AVANT-GARDE

Le Parti d'avant-garde ne pouvant se construire sans militants d'avant-garde, il serait peut-être bon d'essayer de définir ce qui caractérise un

militant révolutionnaire.

D'abord, il s'agit de quelqu'un qui accepte de défendre jusqu'au bout le PROGRAMME OUVRIER (c'est-à-dire qui s'engage idéologiquement et pratiquement dans la lutte pour la construction du socialisme en Algérie). C'est un élément conscient, FORME THEORIQUEMENT, imprégné des idées du Socialisme Scientifique. Son adhésion ne doit pas être seulement théorique mais elle doit être PRATIQUE.

Les militants révolutionnaires sont avant tout des organisateurs capables d'œuvrer à la réalisation concrète (sur le terrain) des tâches révolutionnaires. Ils sont liés entre eux par une discipline de Parti qui implique une unité de pensée et une prise de conscience élevée. Ils doivent sans cesse critiquer les expériences passées et faire avancer le travail révolutionnaire. Ils doivent se fondre dans les masses et leur expliquer inlassablement la situation, les moyens d'en sortir, organiser la formation théorique et pratique des éléments les plus avancés, faire connaître la ligne du Parti, animer et orienter les luttes des masses populaires partout où cela est possible.

LES FONDEMENTS DU P.R.S.

Le P.R.S. se veut d'une part, l'héritier de la tradition révolutionnaire du peuple algérien et notamment de la guerre de libération nationale ; c'est en ce sens qu'il ne renie aucunement ses origines nationalistes bien qu'il mette en relief les limites du nationalisme et les dangers de l'idéologie nationaliste. D'autre part il se revendique de la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier international (cette adhésion n'est ni aveugle, ni dogmatique, mais elle est à tous moments critique et constructive).

Son idéologie, le P.R.S. ne la puise pas dans les livres, mais il la lie à l'analyse scientifique et concrète de la réalité dans laquelle il se développe, aux réflexions et aux enseignements qu'il dégage de ses expériences ainsi que de celles des autres mouvements révolutionnaires. Le P.R.S. n'a pas une démarche dogmatique et des positions formelles, bien au contraire il tente à la lumière de la théorie du socialisme scientifique d'épouser au plus près la réalité vivante afin d'en tirer toute la substance et d'en suivre le riche développement.

Son programme est simple : construction du socialisme par la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme et la libération des énergies créatrices des masses laborieuses. Parmi ces dernières, c'est la classe ouvrière — et plus généralement le prolétariat — qui par sa position dans la production est la plus apte à réaliser ce programme : le prolétariat doit jouer le rôle dirigeant dans le processus révolutionnaire car lui seul, peut le mener jusqu'à son terme.

Le P.R.S. se revendique donc du programme de la classe ouvrière pour la réalisation duquel il a été amené peu à peu à définir une ligne et une stratégie.

En ce qui concerne sa ligne, le P.R.S. est convaincu que la révolution socialiste passe par le renversement de l'Etat bourgeois et que ceci se fera par un processus de lutte prolongée qui combinerà des actions armées et des actions revendicatives

Suite page 10

LA CREATION DU P.R.S. : UN ACTE REVOLUTIONNAIRE

Suite de la page 7

Alger en vue peut-être, d'imposer une solution. Mais la faillite des cadres moyens, aspirés par la course aux postes, la carence des intellectuels, la décomposition des organisations de base du F.L.N. freinaient la prise de conscience populaire et empêchaient le départ d'une action consciente.

Quels pouvaient être les mots-d'ordre capables de mobiliser ces énergies populaires et d'en extraire une force pouvant intervenir avec décision dans les affaires du pays ?

Qu'elles étaient les actions en mesure de relancer et radicaliser un processus révolutionnaire qui ne demandait qu'à redémarrer ?

C'est une fois de plus le Parti Communiste Algérien (P.C.A.) qui fit preuve de génie en lançant le fameux mot-d'ordre repris par la zone autonome d'Alger : « Sebaa snin baraket » ! (sept ans ça suffit !).

Couronnement d'une longue carrière de défaitisme et de compromissions, ce mot-d'ordre fit plus pour l'installation de Ben Bella que l'armée de Boumedienne.

Alors que c'était une question de vie ou de mort pour les masses d'affirmer leur poids et de défendre leurs intérêts au moment où ils étaient menacés, le P.C.A. fit le jeu de la petite bourgeoisie bureaucratique — dont il était un des représentants — en démobilisant les masses et en les cantonnant dans une position de neutralité alors qu'elles étaient partie prenante. Les couches dirigeantes du F.L.N. y trouvèrent justement leur compte, car elles aussi, pour masquer leurs manœuvres, agitaient le spectre de la guerre civile et le danger de la congolisation. Ce mot d'ordre « spontané » qui leur ouvrait la voie, elles le propagèrent rapidement à travers tout le territoire.

Les masses ayant été démobilisées et découragées pour un bout de temps, la petite bourgeoisie bureaucratique comprit que son intérêt était de mettre fin à la crise et de rétablir l'ordre. Une assemblée fantôme fut désignée et un gouvernement fut mis en place. Ses premières décisions, pour empêcher l'anarchie et le chaos, furent l'exécution de « pillards », la mise sous bonne garde de moyens de production et la mise en place d'un appareil de répression

pour mettre au pas les masses populaires.

LA CREATION DU P.R.S.

« Nous jugeons nécessaire d'affirmer que le P.R.S. est complètement indépendant des Wilayas ou Fédérations quelconques, du Bureau Politique du F.L.N. et du gouvernement actuel.

Le P.R.S. n'est au service de personne, d'aucun groupe, d'aucune personnalité politique ou autre.

Le P.R.S. est le parti des militants réellement révolutionnaires qui entendent rester fidèles aux principes pour lesquels plus d'un million de nos compatriotes sont tombés au champ d'honneur.

Le P.R.S. est le parti des masses déshéritées, de ceux qui ont faim, de ceux qui n'ont que leurs bras à offrir pour manger et nourrir leurs familles, de ceux qui veulent s'instruire, le parti des HOMMES LIBRES ».

(Tract du 1^{er} Novembre 1962).

C'est dans ce contexte politique et social qu'il faut replacer la création du P.R.S.

Bien que né officiellement le 20 septembre 1962, il existait en germe dès le début de la crise. Son fondateur Mohamed Boudiaf avait essayé, mais vainement, d'animer la résistance au coup de force en portant le débat à la base. Il fit appel, à de nombreuses reprises, aux masses pour qu'elles ne laissent pas voler leur victoire, notamment à Bougie où le discours qu'il prononça fut qualifié par le Bureau politique du F.L.N. « d'appel au meurtre ». Pour les militants du P.R.S. il fallait continuer la lutte mais pas n'importe quelle lutte.

La proclamation du 20 septembre 1962 — que nous reproduisons par ailleurs — était déjà très explicite. Tout en tirant les leçons de la crise, elle définissait le sens du nouveau combat :

1^{er} LE F.L.N. EST MORT

Le F.L.N. avait été un rassemblement, un front dans lequel tous les algériens : paysans, ouvriers, étudiants, petits-bourgeois et même bourgeois s'étaient retrouvés pour mener ensemble la lutte pour l'indépendance nationale. Sans entrer dans les détails, soulignons que ce F.L.N. de la fin de la guerre n'avait que très peu de rap-

port avec le F.L.N. de novembre 1954. Un grand nombre de ralliés de la dernière heure avaient envahi ses rangs et se retrouvaient à des postes de direction.

Dès l'indépendance acquise, le F.L.N. ne pouvait plus prétendre représenter les intérêts de tout le peuple algérien car ces intérêts comme nous l'avons vu, étaient devenus contradictoires. C'est la raison pour laquelle il a volé en éclats.

Pour le peuple, le F.L.N. était devenu un instrument aux mains de la petite-bourgeoisie bureaucratique (aussi bien celle issue du F.L.N.-A.L.N. que celle qui était dans l'appareil colonial).

Il ne pouvait plus prétendre servir les intérêts des masses populaires (ouvriers, paysans pauvres, chômeurs) qui avaient été, cependant, les principaux artisans de l'indépendance. C'est pourquoi la décision de rejeter le monopole politique au F.L.N. était un décision révolutionnaire.

2 REALITE DE LA LUTTE DES CLASSES.

Ben Bella et ses amis comprenant le danger mènent leur campagne sur le thème inverse : grâce à l'union de tous, le F.L.N. a remporté la victoire, cette union doit se maintenir pour la consolidation de l'indépendance. Le parti unique, apparaît donc comme le garant de l'unité nationale. La bourgeoisie naissante refusait de prendre acte du processus des luttes de classes et profitait de sa position dominante pour mener une politique conforme à ses intérêts propres.

naire en Algérie.

Les tâches qui découlent des points précédents : orientation, luttes idéologique, analyse et élaboration, formation donnent naissance à des formes d'organisation adaptées à leur réalisation.

LES PRINCIPES D'ORGANISATION.

Après avoir longuement tatonné, le P.R.S. est enfin parvenu à définir des principes d'organisation mieux adaptés à sa conception du Parti et aux tâches qu'il a à accomplir.

1) L'organisation ne doit pas être considérée comme une fin en soi mais comme un moyen en vue de réaliser une tâche ; autrement dit, la ligne d'organisation doit être, à tout moment, subordonnée à la ligne politique.

2) Le modèle d'organisation fortement hiérarchisé ayant depuis longtemps fait la preuve de son inefficacité, le P.R.S. opte pour la décentralisation des responsabilités au niveau de la base à laquelle il fait confiance pour mener à bien les activités du Parti. Ainsi sont réalisées les conditions pour le développement de l'initiative des militants et pour la lutte contre les déviations bureaucratiques.

(qu'elle confond, pour les besoins de la cause, avec le soi-disant intérêt national).

Par son existence, le P.R.S. rejetait le régime de parti unique et condamnait le F.L.N. à n'être que le porte-drapeau de la bourgeoisie et il appelait les masses populaires à construire leur propre parti qui, seul, pouvait valablement défendre leurs intérêts.

« La Révolution ne peut sortir que des masses déshéritées et des masses laborieuses.

Les gros possédants et leurs alliés naturels, les survivants enturbannés du Moyen-âge et les militaires de carrière ne peuvent que la contrecarrer ; à cet effet, ils trouvent souvent des alliés inconscients ou des complices parmi les patriotes qui se sont distingués au cours de la guerre contre l'occupant étranger.

La Révolution est une somme d'efforts collectifs et soutenus. Les masses travaillent à la réalisation d'objectifs clairs et nets. Elles ne s'en remettent pas à un guide providentiel, à un mehdi, à un zaïm quelconque ».

(Le Révolutionnaire N° 2 Nov. 1962).

3 NECESSITE DE L'OPTION SOCIALE.

En affirmant que la société algérienne était une société de classes et en analysant les bases économiques, le P.R.S. dénonçait le mensonge selon lequel tous les algériens étaient des frères et, en même temps, il posait les seules bases possibles pour la construction du pays. L'indépendance seule ne suffit pas à assurer le bonheur de tous les algériens. Il faut lutter contre le sous-développement, éliminer l'exploitation de l'homme par l'homme et à cet effet il est nécessaire de détruire l'Etat bourgeois et de construire une société socialiste. Pour mener à bien ces tâches, il faut donc un parti de classe, un parti socialiste.

La création du P.R.S. revêt donc un caractère révolutionnaire parce qu'elle était la réponse des militants nationalisés avancés, issus du F.L.N. et de l'A.L.N. à l'offensive de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie contre les intérêts légitimes des masses populaires.

Cela exige, bien sûr, des critères rigoureux, politiques et pratiques, pour l'admission au Parti (organisation d'avant-garde) et surtout une centralisation politique et idéologique fondée sur une formation et une réflexion commune.

3) Les rapports entre le Parti et les masses doivent reposer sur la confiance dans les capacités créatrices de ces dernières. Ce qui signifie que le Parti doit s'écartier des conceptions putchistes qui ravalent le peuple au rang de masse de manœuvre entre les mains d'un petit groupe. Convaincu que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », le P.R.S. pense que le Parti ne doit pas se différencier des masses dont il doit orienter l'action et accélérer la prise de conscience afin qu'elles soient mieux armées dans leurs luttes.

Voilà donc, d'une façon très schématique, quelques réponses aux questions que l'on peut se poser sur le P.R.S. Nous espérons que nos lecteurs ont pu y trouver de quoi les éclairer davantage sur notre mouvement et leur faire mieux comprendre nos positions.

Suite de la page 9

mais où le facteur politique devra en toute circonstance rester au poste de commandement. Le P.R.S. ne pense pas qu'il puisse y avoir de « solution démocratique et pacifique » au problème algérien, pas plus qu'il ne pense que notre pays se trouve dans une étape de transition pacifique vers le socialisme, sous prétexte qu'il entretient des liens étroits avec l'U.R.S.S.

Pour ce qui est de la stratégie nous distinguons trois étapes, la première étape est celle de la construction du Parti d'avant-garde. Nous pensons que cette construction est un préalable pour tout déclenchement d'un processus d'envergure car elle seule dotera le prolétariat et ses alliés de l'arme, (leur Parti), dont ils ont besoin pour réaliser la deuxième et la troisième étape du processus révolutionnaire : la révolution socialiste ou prise de pouvoir et la construction du socialisme.

La première étape se subdivise elle-même en deux phases :

— La préparation des conditions de la naissance du Parti d'avant-garde ;

— La structuration proprement dite du Parti d'avant-garde. Dans cette étape nous devons tenir compte des conditions sur lesquelles nous pouvons agir nous-mêmes mais aussi des actions qui peuvent se passer en dehors de notre organisation et qui vont dans le même sens que nous.

LE ROLE DU P.R.S.

A la phase actuelle, celle de la construction du Parti d'avant-garde, son rôle est :

1) D'analyser la société algérienne, ses caractéristiques économiques et sociales, ses contradictions ainsi que ses potentialités révolutionnaires.

2) De lutter contre les idées fausses en faisant connaître la vérité sur la nature de classe de l'Etat Algérien et sur le régime d'exploitation impérialiste et en faisant connaître les solutions pour transformer la situation.

3) D'aiguiser les luttes de classes et notamment d'orienter le mouvement spontané des ouvriers, des paysans et des étudiants par l'élaboration de mots d'ordre justes capables d'intégrer le mouvement dans une stratégie plus large et de faire progresser le processus révolution-

« Nous n'avons qu'une détermination : ne pas tomber dans la servitude ! Nous n'avons qu'une volonté : ne pas perdre notre indépendance. Nous n'avons qu'un seul but : combattre jusqu'au bout pour réaliser l'unité et l'indépendance nationale. Notre unité de pensée forme un rempart d'airain autour de la patrie. Si féroce que soit l'ennemi, il s'y brisera ».

Ho Chi Minh, Ho Chi Minh,
Devenu synonyme
D'anti-impérialisme
Par dessus les avions
Par dessus les canons
Ta voix s'est élevée
Criant au peuple de s'armer.
Aussitôt et partout,
Hommes et femmes furent debout
Armés de leur idéal et criant "Liberté"
Qu'importe que l'ami, aussi puissant qu'il fut
Ait désarmé ainsi, dès le moment venu,
Qu'importe que l'ennemi, en se voyant vaincu
Redouble de violence et de féroceité,
Le peuple a déjà, par ta pensée guidé
Aux quatre coins du monde, crié sa volonté.
Mais bientôt les accents du Viet-Nam libéré
Dépassant les frontières de l'ancienne Indochine
Réveilleront l'espoir dans les coeurs opprimés.
Et alors de partout, ceux qui crient famine
Entonneront ensemble, en marchant au combat
Le chant de la victoire qui toujours rimera
Avec ton nom aimé Ho Chi Minh Ho Chi Minh.

l'exemple du président HO CHI MINH guidera toujours les révolutionnaires

HO CHI MINH n'est plus. Le combat des peuples opprimés du monde vient de perdre un de ses plus dignes représentants. La ténacité et le courage dont il fit preuve face à des ennemis réputés invincibles lui valurent l'hommage et la considération universels. Plus de 50 années de luttes révolutionnaires n'ont fait qu'affirmer un caractère profondément empreint de modestie et de simplicité ; la volonté indomptable avec laquelle il mena son action incite à identifier cette dernière à la lutte qui oppose le droit à l'arbitraire, les faibles aux puissants, le progrès à la barbarie.

Politiquement, HO CHI MINH se rattache au courant nationaliste qui pris naissance dans les Territoires coloniaux des puissances européennes au lendemain de la 1^{re} guerre mondiale. Il est le contemporain de MUSTAPHA KAMAL, de CHEKIB ARSLAN, GHANDI, NEHRU, et d'autres « leaders nationalistes » du MAGHREB, d'Afrique et d'Asie. Cependant il connu un destin tout différent de ces derniers. Après la Révolution d'Octobre il lit les Thèses de Lénine sur le problème des nationalités et des peuples coloniaux. Voilà ce qu'il en dit :

« Les Thèses de Lénine suscitaient en moi une grande émotion, un grand enthousiasme, une grande foi et m'aidaient à voir clairement les problèmes.

Au début c'était le patriotisme et non le communisme qui m'avait poussé à croire en Lénine... peu à peu au cours de la lutte, combinant l'étude théorique du MARXISME-LENINISME au travail pratique, j'étais arrivé à comprendre que seuls le Socialisme et le Communisme peuvent libérer les opprimés et les travailleurs du monde entier ».

Il se démarque idéologiquement des positions bourgeois et petites bourgeois sur la question nationale et en 1922 il écrit au sujet de l'élite bourgeoise autochtone : « Comme le chien de la Fable, elle préfère porter la marque du collier et avoir son morceau d'os ».

Il reste bien entendu à faire une étude comparative approfondie des Mouvements de Libération du XX^e siècle et à analyser précisément ce qui distingue le mouvement Vietnamien des autres qui ont souvent eu à combattre le même ennemi. Cependant d'ores et déjà il est permis d'affirmer que la Révolution Vietnamienne nous enseigne qu'à l'époque de l'impérialisme

seule la lutte consciente des masses exploitées sous la direction de la classe ouvrière éclairée et guidée par un parti d'Avant-garde prolétarien est en mesure de mener à bien les tâches de l'Indépendance Nationale et de la construction du Socialisme. Cette position théorique et idéologique évita au peuple VIETNAMIEN bien des égarements et des souffrances infiniment plus grandes tels qu'en connaissent aujourd'hui des pays comme l'Algérie, l'Indonésie, l'Inde et l'ensemble des pays arabes et africains.

Certes HO CHI MINH disparaît de la scène politique sans avoir vu se réaliser son vœu le plus cher : « UN VIET NAM UNIFIÉ, LIBRE, INDEPENDANT ET SOCIALISTE », mais il laisse un peuple mobilisé dont la lutte impétueuse le mène de victoire en victoire.

Hier encore colonie, le Viet Nam compte aujourd'hui parmi les nations qui se sont arrachées à l'emprise coloniale et néo-coloniale et qui s'engagent dans la voie du progrès. Assurément son expérience est un exemple pour tous les autres peuples encore dominés. C'est pour cela que l'apport inestimable du Président HO CHI MINH à la Révolution Socialiste Mondiale restera éternel.

SA VIE : CINQUANTE ANNEES DE LUTTES

Né en 1890 dans une famille de lettrés pauvres d'origine paysanne dans un village du Nord Anam (Kimlien). Il grandit à une époque riche en événements révolutionnaires dans son pays et cela le marqua profondément : Révolte des lettrés (VAN THAN) dirigée par PHAN-DINH-PHUNG ; le Mouvement de Voyages vers l'Est (DONG NU) promu par PHAN-BOI-CHAU au centre Viet Nam ; le Mouvement d'enseignement patriotique au Tonkin (DONG KINH NGHIA THUC) ; la guerre de guérilla menée par HOANG-HOA-THAM au Nord Viet Nam.

En 1905, il entre au collège de HUE, mais en sortira bientôt pour apprendre un métier à Saïgon et s'embarque enfin sur un bateau pour un long voyage qui le mènera en France, Allemagne, Amérique, Italie, et plusieurs colonies françaises d'Afrique. Il se fait de nombreux amis tant parmi les nationaux colonisés que parmi les ouvriers européens.

Arrivé à Paris en 1917, il fréquente les cercles marxistes et est connu sous le nom de NGUYEN AI QUOC (NGUYEN le patriote) ; il adhère au Parti Socialiste Français et organise le GROUPE des PATRIOTES VIETNAMIENS résidant en France. Au nom de ce groupe, il présente en 1918 à la Conférence de Versailles un cahier de vœux en 8 points exigeant de la France et des puissances participant la reconnaissance des droits fondamentaux du peuple Vietnamien. Au Congrès de TOURS en 1920, NGUYEN AI QUOC vote pour l'adhésion à la 3^e Internationale de Lénine et il est le premier Vietnamien membre du P.C.F. Dès lors, sa préoccupation principale va être d'intégrer et d'utiliser ce qu'il a appris en Europe à son propre pays.

Vers la création du Parti Communiste Indochinois (P.C.I.).

En France, il continue à mener une bonne partie de son combat : sensibiliser l'opinion publique Européenne à la condition des colonisés. Il fonde l'UNION Internationale des peuples coloniaux pour lutter contre le colonialisme, fait paraître le « PROCES de la Colonisation Française » et fonde un journal le « PARIA » dans lequel il dénonce de façon implacable les crimes colonialistes sur toutes les parties du globe. Des nationalistes Algériens travaillent à ses côtés.

Cependant déçu par l'attitude des Socialistes français face au problème colonial, il atterrit en 1924 à MOSCOU. La même année il participe au V^e Congrès de l'Internationale Communiste et aux Congrès internationaux des paysans, de la Jeunesse et de la Femme. Avant son départ de France, il adresse un message aux Militants Africains leur conseillant de rentrer chez eux pour mobiliser et organiser les masses.

Lui-même est amené à prendre contact en CHINE à CANTON avec une organisation révolutionnaire Vietnamienne en exil « l'Union des Cœurs » (TAM TAM XA) qui vient justement de commettre un attentat à la bombe contre le gouverneur général d'Indochine. NGUYEN AI QUOC réussit à convaincre ses interlocuteurs que de telles méthodes ne mènent pas à grand chose c'est le peuple qu'il faut organiser, c'est ainsi qu'il fonde alors l'Association de la Jeunesse Révolutionnaire du Viet Nam (VIET NAM THANH NIEN CACH MANG DUNG CHI HOI) ainsi que l'Union des peuples opprimés d'Asie orientale. Des cours de formation

politiques sont organisés à l'intention de jeunes révolutionnaires Vietnamiens et des organes de l'Association sont publiés, entre autre « LE CHEMIN DE LA REVOLUTION », « LA JEUNESSE » et sont diffusés clandestinement au Viet Nam.

Les années 1927-1929 vont voir naître trois tendances principales dans le Mouvement Révolutionnaire Vietnamien. C'est à NGUYEN qu'il revient d'unifier ces 3 organisations communistes, ce qui donnera le PARTI COMMUNISTE VIETNAMIEN qui s'appellera plus tard P.C. Indochinois (3 février 1930). Au cours de cette conférence, sont adoptées les théories politiques suivantes : Faire la Révolution démocratique pour les droits du peuple, et la révolution agraire. Depuis les luttes se sont intensifiées et en 1938 à l'occasion du 1^{er} mai le P.C.I. et le Front démocratique organisent un meeting monstre à HANOI.

Avec la guerre et l'invasion japonaise en 1940, le P.C.I. passe à l'action armée et en 1941, la 1^{re} unité de Partisans dirigée par le Parti est née, elle prend pour nom Section Armée pour le Salut du Viet Nam.

En 1941, HO CHI MINH rentre d'exil et à PAC BO à la frontière Sino-Vietnamienne se tient le 8^e Plénum du Comité Central du Parti. Le FRONT VIET MINH. (Ligue pour l'Indépendance du Viet Nam) est créée. Mise sur pied de détachements de partisans, de bases de guérilla pour préparer l'insurrection contre les fascistes japonais et les forces colonialistes.

En 1944 HO CHI MINH décide la création de la Brigade de Propagande armée pour la libération du Viet Nam.

Au Congrès National de TANTRAU, le Comité National de Libération est élu

(Gouvernement provisoire), insurrection générale du 11 au 23 août 1945 et le 2 septembre 1945 sur la place BADNINH à HANOI, HO CHI MINH lit la proclamation de l'indépendance.

HO CHI MINH est le fondateur du Parti Communiste Indochinois, du Front National Uni, de l'Armée de Libération et de la République Démocratique du Viet Nam.

Le 20 février 1946, le président HO lance un appel à la Résistance Nationale face aux tentatives de reconquête française :

« Que tous les Viet Namiens, hommes et femmes, jeunes et vieux, sans distinction de religion, de parti, de nationalité se dressent pour combattre les colonialistes français, pour sauver la patrie ! Combattez avec tous les moyens dont vous disposez. Que celui qui a un fusil se serve de son fusil, que celui qui a une épée se serve de son épée ! Et si l'on a pas d'épée qu'on prenne des houes, des bêches ou des bâtons ! »

Le 7 mai 1954, c'était DIEN BIEN PHU.



APPEL A LA NATION DU 17 JUILLET 1966.

« La guerre pourra durer encore 5 ans, 10 ans, 20 ans ou davantage, HANOI, HAIPHONG ainsi qu'un certain nombre de villes et d'entreprises pourraient être détruites, le peuple vietnamien ne se laissera pas intimider. Il n'est rien de plus précieux que l'indépendance et la liberté ».



LA PROCLAMATION DU 20 SEPTEMBRE 1962

Nous, militants de l'A.L.N., de l'O.P.A. et des organisations nationales (U.G.T.A., U.G.E.M.A., U.F.A. Jeunesse F.L.N.), originaires de toutes les régions d'Algérie, nous sommes réunis pour étudier la grave situation dans laquelle se débat notre pays.

Deux mois à peine après l'accession à l'Indépendance et par suite des crises successives provoquées par certains dirigeants avides de pouvoir, notre pays est plongé dans l'anarchie et l'insécurité. De nouveaux affrontements fraticides sont encore possibles. Le spectre de la guerre civile n'est pas complètement écarté. Les libertés élémentaires sont pratiquement inexistantes. La situation économique est dramatique. Les masses populaires déjà fortement éprouvées par une longue guerre, souffrent du chômage, de la faim et du manque de soins. Leur déception est grande et ne peut laisser indifférent tout militant révolutionnaire soucieux avant tout de sortir définitivement ces masses de leur misère.

insere. Cette situation à pour cause directe la faillite du F.L.N. qui, après avoir été le catalyseur de toutes les énergies populaires dans la lutte de libération, ne peut plus prétendre être un mouvement révolutionnaire.

Déchiré par des dissensions internes, sans idéologie précise, partagé entre les clans, le F.L.N. en tant que parti unique est incapable d'entamer avec succès la révolution socialiste.

Né d'un coup de force politique, l'équipe qui se proclame « direction du F.L.N. » se maintient par la force des armes et l'appui manifeste de l'étranger. Poursuivant une politique de règlements de comptes, éliminant méthodiquement les militants révolutionnaires ou simplement suspects de s'opposer à elle, cette équipe s'entoure "d'opportunistes et d'inconditionnels, en un mot de contre-révolutionnaires.

Les militants qui refusent de lui faire, acte d'allégeance sont, en outre, dénigrés systématiquement, calomniés, intimidés quand ils ne sont pas arrêtés ou portés disparus. C'est par centaines que dans le Constantinois, par exemple, les cadres sont emprisonnés ou contraints à rentrer dans la clandestinité.

Ainsi, donc, cette équipe prépare la voie à un régime policier de dictature personnelle ou militaire.

personnelle ou militaire.

La menace lancée contre les travailleurs auxquels l'équipe au pouvoir déclare ne jamais « passer la main », l'alliance

avouée — en particulier à Arsew — avec le capitalisme international, l'installation de cette équipe avec l'aide d'unités armées, son refus obstiné de permettre à la volonté populaire de s'exprimer librement, son intention bien arrêtée de « mettre au pas » les organisations nationales laissant prévoir le caractère antinational, bourgeois et réactionnaire du régime qu'il entend instaurer.

Il est de notre devoir d'affirmer avec force que :
1^e Le FLN se révèle désormais incapable

- 1^e Le F.L.N. se révèle désormais incapable de rassembler, d'organiser et d'orienter les masses populaires dans la voie de socialisme.

2^e L'équipe qui s'est emparée du pouvoir n'a ni la légitimité, ni l'autorité, ni les qualités requises pour s'intituler direction de la révolution et en régir les destinées.

En conséquence, nous décidons :

1^e De nous retirer du F.L.N. qui ne peut plus répondre aux aspirations profondes des masses populaires.

2^e De dénoncer le bureau politique, comptable du sang versé dans le Constantinois, l'Algérois et au cœur même de la capitale à seule fin d'assurer son autorité.

3° De créer un Parti d'avant-garde en mesure de mobiliser les énergies révolutionnaires autour d'un programme socialiste dont les principales bases sont :

- l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme ;
 - la propriété collective des moyens de production et la révolution agraire au profit des masses paysannes ;
 - la gestion économique et sociale du pays par les masses laborieuses ;
 - le pouvoir politique aux mains des travailleurs.

Ce parti a pour nom :
PARTI DE LA REVOLUTION SOCIALISTE
Paysans

Paysans
Travailleurs manuels et intellectuels
Artisans et petits commerçants
Etudiants
Femmes
Jeunes Algériens et Algériennes.

Jeunes Algériens et Algériennes,
Ce parti est le vôtre
En y adhérant vous travaillerez à la réa-
lisation de la révolution socialiste.

isation de la Révolution socialiste.
Le Comité Provisoire de Coordination.
Alger, le 20 septembre 1962.

Unité Provisoire de Coordination.
Alger, le 20 septembre 1962.

الامن في بلادنا .
هذا وان امكانية حدوث اصطدامات
بين المواطنين من جديد وشبح الحرب
الاهلية لم يبعد تماما .
فالحربيات الاولية غير موجودة عمليا .
والوضع الاقتصادي في حالة مفجعة .
والطبقات الشعبية التي قاست كثيرا من
حرب طويلة تشكو البطالة والجوع وقلة
العلاج .
وخيبة أملهم كبيرة . وكل مناضل
وري لا يمكن أن يتناهى هاته الطبقات

نحن مناضلي جيش التحرير الوطني
والمنظمة السياسية والادارية والنظم
القومية (الاتحاد العام للعمال الجزائريين،
الاتحاد العام للطلبة المسلمين الجزائريين،
شبيبة جبهة التحرير الوطني، اصيلي
جميع جهات القطر الجزائري، اجتمعنا
لدرس الوضع الحالي الخطير التي ينخبط
فيه وطننا .

CHASSE A EL JARIDA !

C'est notre journal qui sert aujourd'hui de point de mire aux services policiers Algériens. La police et la douane au lieu de s'occuper des innombrables trafics qui se passent à nos frontières s'acharnent à la recherche de notre journal.

Les services postaux sont doublés par des policiers et des agents de la sécurité militaire qui passent au peigne fin les lettres qui sont ouvertes au mépris des règles les plus élémentaires garantissant le secret de la correspondance.

Des personnes sont arrêtées et brutalisées pour le seul fait de recevoir « EL JARIDA ». Le pouvoir a peur de la vérité. Il fait tout ce qu'il peut pour empêcher le peuple de la connaître. Mais « EL JARIDA » fidèle à sa devise « seule la vérité est révolutionnaire » continuera ses analyses de la réalité nationale, dénoncera les mystifications du régime, contribuera à l'éveil des masses populaires, à leur prise de conscience et leur indiquera la voie à suivre pour se libérer malgré les obstacles et les difficultés !

ARRESTATIONS

des détenus connus pour leurs options socialistes maintenus en prison

Au début de l'été des centaines d'arrestations ont été opérées à travers tout le territoire Algérien. Après un « tabassage » en règle la plupart des personnes arrêtées ont été libérées.

Il en reste, cependant, plusieurs dizaines qui croupissent encore en prison. Pourquoi ?

Le P.R.S. se faisant l'écho des familles des détenus s'interroge avec inquiétude sur leur sort.

En maintenant ces arrestations arbitraires alors que l'enquête a été négative, le pouvoir porte une lourde responsabilité, car les détenus sont unanimement connus pour leur engagément dans la défense de l'option socialiste. La prolongation inadmissible de leur détention signifiera clairement que c'est aujourd'hui un CRIME en Algérie que de défendre les intérêts des plus défavorisés et d'œuvrer pour l'indépendance de notre pays !

الأخفاف .
- الحكم السياسي بأيدي العاملين .
فهكذا اذن تهبي، هاته الفرقة الطريق وهذا الحزب يدعى :
نظام بوليسى دكتاتوري شخصى أو حزب الثورة الاشتراكية
عسكري .
أيها الفلاحون
العمال اليدويون والعلقليون
المحترفون وصفار التجار
الطلبة
النسوة
الشبان الجزائريون والشباب ،
هاته الفرقة بمعونة وحدات مسلحة ،
اعلنت لهم الهيئة الحاكمة عدم « تعدية
اليد » والخلف المعترف به - خصوصا في
أرزاو - مع الرأسمالية العالمية ، وتنصيب
ورفضها العينيد تعكين الارادة الشعبية من هذا الحزب هو حزبكم
التغيير الحر ، وعزمها الشديد على تقييد باشتراككم فيه ، فانكم تعملون على تحقيق
النظمات القومية ، كل هذا يدل على الثورة الاشتراكية
طبعية النظام الاقومي والبورجوازي
والرجعي التي يريد تنصيبه .
الهيئة الوقية للتنسيق
الجزائر في ٢٠ سبتمبر ١٩٦٢